

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1808 - 28 mars 2003 - prix : 1 €

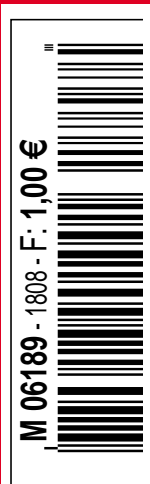
Irak

**Un
peuple
saigné**

**au profit
des trusts
du pétrole !**



AFP



3 avril, journée pour la défense des retraites

**Faire front aux attaques du
gouvernement Chirac-Raffarin**

Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Chirac et le cancer
- Grève dans l'Education nationale
- p. 5 ■ Le 3 avril pour la défense des retraités
- La "réforme" de la Sécurité sociale
- p. 15 ■ Marseille : espaces de jeux pour les enfants

Tribune

- p. 6 ■ Les tartuffes à la française

La guerre en Irak

p. 6, 7, 8, 9, 10

- L'agression impérialiste
- Turquie : vers de nouveaux conflits
- Grande-Bretagne : les ratés de l'unité nationale
- L'enjeu pétrolier
- Le pactole de la reconstruction
- Le mythe des libérateurs américains

Dans les entreprises

p. 11, 12, 13, 14, 15

- Matra, Reims-Aviation, Pechiney, Grimaud, Borgers, Cognacs Martell : contre les plans sociaux
- Issoire et les Ancizes : quatre semaines de grève
- Crédit Agricole, Crédit Lyonnais et Banque de France : réduction d'effectifs
- La Poste, Paris 14 : manque de personnel
- DDE Grenoble : grève contre les sanctions

Dans le monde

- p. 16 ■ Tchétchénie : référendum bidon
- Nigéria : les pétroliers ferment leurs sites
- Centrafrique : un dictateur chasse l'autre

LE CONGRÈS DE LA CGT

Bien plus que les résolutions proposées à la discussion au 47ème congrès de la CGT, qui vient de s'ouvrir à Montpellier, ce qui est au cœur du débat reste – mais ce n'est pas d'aujourd'hui – le positionnement de la confédération.

Ce congrès va se traduire malheureusement par un pas supplémentaire vers la transformation de la CGT en syndicat dit de « concertation » ou de « proposition », comme ses dirigeants en affichent depuis des années l'ambition. Il marquera un peu plus la rupture avec son image de syndicat de lutte, considéré tel par encore nombre de ses militants et de ses sympathisants mais aussi par les patrons qui voient en lui un syndicat différent, moins accommodant. Une partie de l'appareil et les dirigeants cégétistes ne ménagent pas leurs efforts pour rompre avec cette image. Dans le même esprit, ils multiplient les gestes afin de montrer leur volonté de refus de l'inféodation à des partis politiques, en particulier au PCF.

Ces deux préoccupations traduisent le désir des dirigeants cégétistes d'obtenir le label de syndicat « comme les autres », afin d'être admis sans réticence au rang que ce que l'on appelle les partenaires sociaux dans le plein sens que l'on donne au terme de partenaires (organisations patronales et syndicales) avec comme arbitre le gouvernement.

Bernard Thibaut et les tenants de cette transformation expliquent qu'il faut que le syndicat sache s'adapter, qu'il soit en quelque sorte le reflet du salariat dans son ensemble, et qu'il abandonne l'ambition de

se vouloir une avant-garde. Il devrait donc se cantonner au terrain qui lui est dévolu, celui des luttes pour l'amélioration du sort des salariés, celui de la lutte économique.

On nous dit qu'il faut privilégier la concertation à l'affrontement. Derrière une telle proposition qui semble relever du bon sens, il y a une mystification. Car la concertation dont on nous parle ne se fait pas à armes égales, entre les salariés d'une part et d'autre part les patrons et des gouvernements à leur service, parfois de façon affichée comme l'actuel gouvernement Raffarin, parfois de façon moins visible comme le gouvernement de la gauche plurielle.

Ce qui permet aux salariés de se défendre, d'obtenir par exemple que l'on mette un coup d'arrêt aux prochaines attaques qui se préparent contre les retraités, ce n'est pas tant de pouvoir disposer de bons avocats à opposer à ceux des patrons et du gouvernement. C'est de disposer d'un rapport de forces, qui fasse hésiter le patronat et impose au gouvernement de remiser ses projets. La concertation est un leurre quand l'un des interlocuteurs dispose du pouvoir économique. C'est cette réalité-là que les dirigeants de la CGT veulent gommer, en prétendant paradoxalement mieux coller à la réalité.

Autre piège, celui qui consiste à opposer l'action syndicale à l'action politique. Les patrons ne s'embarrassent pas de telles précautions. Ils savent intervenir sur le terrain politique. Il n'est qu'à voir le nombre de patrons, d'avocats d'affaires, qui siègent dans les assemblées, sans compter les patrons que l'on retrouve dans

les cabinets ministériels, et qui ont leurs entrées dans les ministères. Seuls les travailleurs, en s'organisant politiquement, s'interdiraient donc ce que les patrons s'autorisent !

En fait c'est une escroquerie que de contribuer à cultiver les préjugés contre la politique au sein du monde du travail, sous le prétexte que la CGT a été longtemps la « courroie de transmission » du PCF dans la classe ouvrière. Que les militants de la CGT soient aussi des militants politiques, ce n'est pas cela qui est contestable mais cette politique elle-même, quand par exemple elle a transformé les militants de la CGT en propagandistes des mesures des gouvernements socialistes, expliquant aux travailleurs que les lois Aubry, par exemple, représentaient une avancée formidable.

On peut aussi reprocher les agissements de ces militants du PCF, qui ont utilisé leur prépondérance au sein de la CGT pour juguler toute vie démocratique, qui seule peut vivifier la vie syndicale. Mais si cette attitude a découlé de l'existence d'une fraction majoritaire, qui faisait la loi, il n'est pas certain que le nouveau cours incarné par Thibaut contribue à ré-instaurer cette vie démocratique. D'ailleurs une telle vie démocratique n'existe pas plus au sein d'autres confédérations, telle la CFDT.

Il est sans doute plus facile de gommer la lutte de classes des statuts et des discours que de la supprimer de la réalité. Il est sans doute facile d'aller dans le sens des préjugés dominants et d'ajouter son discours à ceux qui professent que la politique serait réservée aux spécialistes. Mais la politique nous rattrape, y compris à l'usine, dans les bureaux, sur les lieux de travail.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• ANGERS

Samedi 29 mars de 15 heures à minuit à Trélazé Salle Aragon

... et une date à retenir 7, 8 et 9 JUIN (week-end de la Pentecôte) À PRESLES (Val-d'Oise)

Ceux qui s'opposent au cours majoritaire et qui contestent l'évolution de leur syndicat vers l'abandon d'une position de classe, ne sont que 13 % au congrès de Montpellier, (en nette augmentation cependant). Mais ils sont sans doute plus nombreux dans les entreprises, où l'on vit la réalité de la lutte de classes, là où l'on subit les effets de la politique patronale et gouvernementale. Et il faut agir pour que ce courant se renforce.

Jean-Pierre VIAL

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement inter-

**Adresser toute correspondance à:
LUTTE OUVRIÈRE**

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E.mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 N°)
	1 an	6 mois	
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CODE POSTAL et VILLE :

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE

.....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE -

LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre

de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE

OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 24 mars 2003

UN PEUPLE SAIGNÉ AU PROFIT DES TRUSTS DU PÉTROLE !

■ Il est manifeste, après plusieurs jours de guerre en Irak, que les envahisseurs américains ne sont pas accueillis en libérateurs. Les troupes d'invasion ont pourtant commencé par le sud de l'Irak, dont la population a particulièrement souffert de la dictature de Saddam Hussein. Mais si la population hait le dictateur, cela ne signifie pas pour autant qu'elle veut que l'Irak se transforme en semi-colonie anglo-américaine. En outre, la population chiite de cette région a toutes les raisons de garder le souvenir de la guerre du Golfe, il y a douze ans. Saddam Hussein avait, à l'époque, écrasé leur révolte avec la complicité des troupes américaines. Les États-Unis avaient fait alors la démonstration qu'ils préféraient encore Saddam Hussein à l'insurrection armée de la population.

L'état-major américain a si peu d'illusions sur les sentiments de la population qu'il a décidé de contourner la grande ville de Bassora plutôt que de tenter de l'occuper. Il craint manifestement que les combats de rue soient difficiles au point de retarder l'avance de l'armée vers Bagdad.

Au fil des jours, disparaît aussi le mythe, distillé par la propagande américaine, d'une guerre « propre » avec des « bombardements chirurgicaux » des seuls sites stratégiques. Si un avion britannique a pu être abattu, par mégarde, par un missile américain, on imagine bien que les bombes n'épargnent pas les habitations civiles autour des bâtiments officiels ! Les premières images d'enfants blessés ou de civils morts ont commencé à révéler la réalité de la guerre, le sang, les souffrances. Mais, au-delà des victimes filmées par la télévision, combien d'autres

morts et blessés ? Combien d'autres encore à venir ? Et combien d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards entassés dans leurs caves, tremblant de peur, à Bagdad, à Mossoul et dans les villes qui subissent la puissance de feu des deux armées les plus équipées de la planète ?

Les armées d'invasion comptent, de leur côté, leurs premières victimes, des soldats morts dans cette sale guerre, victimes parfois des ratés de leur propre matériel. Bush vient de les avertir que la guerre risque d'être plus dure. Il méprise en réalité presque autant la vie de ses propres soldats que la vie de ceux d'en face. Les communiqués de l'état-major américain se vantent de la rapidité avec laquelle les troupes avancent vers Bagdad. Mais une fois cette ville de 5 millions d'habitants atteinte, combien de morts pour la prendre ?

Et tout cela pour quoi ? Pour chasser le dictateur qu'est Saddam Hussein ? Mais tous les pays des alentours qui servent de bases arrière aux troupes américaines sont dominés par des rois, des émirs, qui ne valent pas mieux que Saddam Hussein !

Cette guerre n'est certainement pas une guerre pour la démocratie ou pour la liberté du peuple irakien. C'est une guerre de brigandage que

ne masque même pas une caution de l'ONU. C'est une guerre impérialiste, pour contrôler le Moyen-Orient et ses puits de pétrole. C'est du profit en

plus pour les trusts de l'armement ou du pétrole, que la population d'un pays déjà pauvre devra payer, par du sang et des destructions aujourd'hui, par une misère plus grande pour les années à venir. Pensons-y en faisant le plein dans une station d'essence portant la marque d'un de la douzaine de trusts du pétrole qui se partagent le monde !

Dans les manifestations qui se sont déroulées un peu partout, on a vu des pancartes traitant Bush de fou furieux. Mais la folie sanguinaire n'est pas le fait d'un seul homme, ni même d'une équipe dirigeante, mais celle de tout un système. Un système impérialiste où quelques dizaines de groupes financiers mettent la planète en coupe réglée, avec les gouvernements et les armées pour exécutants. Un système fou qui, au lieu d'utiliser les richesses accumulées par le travail des hommes pour améliorer la vie, les utilise pour détruire.

Alors, il faut continuer à protester contre cette guerre le plus massivement, le plus largement possible. Mais il faudra surtout mettre fin à cette organisation sociale dont les profiteurs n'étanchent pas seulement leur soif de profit avec la sueur des exploités, mais aussi avec le sang des peuples.

Arlette LAGUILLER

Meetings avec Arlette LAGUILLER

LILLE

Vendredi 28 mars à 20 heures
Maison de l'éducation permanente (MEP)
Place Georges-Lyon - près av. J-B-Lebas

LYON

Vendredi 4 avril à 20 heures
Salle Victor-Hugo - Mairie du 6^e
33, rue Bossuet - métro Masséna.

La lutte contre le cancer DES MOYENS, PAS DES DISCOURS !

Chirac vient d'annoncer « 70 mesures » de lutte contre le cancer, incluant la prévention, le dépistage, les soins et l'accompagnement moral des malades.

Il prétend vouloir multiplier les centres de dépistage du cancer du sein, qui n'existent actuellement que dans un peu plus de la moitié des départements. Il proclame son intention d'installer davantage de matériels de pointe capables de détecter les tumeurs à leur premier stade de développement. Il fixe l'objectif qu'il y ait dans cinq ans un « pet-scan » pour un million d'habitants, l'appareillage actuellement le plus performant en la matière, et 20 % de scanners et d'IRM de plus dans le même temps.

Actuellement les décès liés au cancer sont en majorité ceux du poumon, dus essentiellement à la consommation de tabac. Chirac part donc en « guerre » contre le tabagisme et montre du doigt l'Éducation nationale.

Il est vrai qu'un adolescent sur deux fume et que les établissements scolaires pourraient être des lieux aidant à la prévention et à la lutte contre la consommation de tabac. Chirac insiste sur sa volonté de voir appliquer strictement la loi Evin dans les collèges, les lycées et les universités.

Mais des intentions à la réalisation, il y a un fossé. Empêcher les jeunes de fumer, y compris dans la cour des établissements scolaires, cela exigerait des surveillants en bien plus grand nombre, mais également un personnel de santé scolaire, infirmières et médecins, dont les effectifs sont dérisoires dépassés par des tâches mul-

tiples et dans l'incapacité, actuellement, de faire un travail profond de prévention.

Le cancer, disent les études, ne touche pas toute la population de la même façon. Les fractions populaires sont plus atteintes. Elles ont moins l'habitude de consulter régulièrement le médecin. En cas de maladie, elles ont moins de chances d'être dirigées vers les services les plus efficaces et de pouvoir bénéficier du meilleur accompagnement de l'institution médicale elle-même. Quant aux travailleurs en activité touchés par la maladie, Chirac peut évoquer ce « retour à l'emploi (qui) doit également être favorisé en améliorant la réglementation des congés maladies ». Ce retour à l'emploi est décidé par les dirigeants des entreprises qui sont tout sauf des philanthropes. La veille même du jour où Chirac déclarait sa guerre au cancer, Mer, son ministre des Finances, affirmait que « les dépenses de santé ne peuvent pas augmenter de 5 à 6 % tous les ans sans que quelque chose finisse par se passer » ! Autrement dit : il faut (encore) réduire ces dépenses.

Bien sûr qu'il « faut changer notre regard sur le cancer, mobiliser toutes les énergies... » Mais les moyens sont sans commune mesure avec ce qui devrait être fait. Question crédits, Chirac a annoncé un demi-milliard d'euros sur cinq ans, soit douze fois moins que ce que l'État a prévu de dépenser, dans le même temps, comme premier versement pour rembourser les dettes de France Télécom !

Michel ROCCO

Éducation nationale GRÈVE RECONDUCTIBLE CONTRE LA CASSE

• À Angoulême

Mardi 18 mars, la journée nationale d'action lancée par les syndicats avait été assez suivie dans le département de la Charente. Le principal syndical – le SNES-FSU – avait lancé la proposition d'une grève reconductible.

La discussion au Parlement, le mardi 25, sur l'instauration « d'assistants d'éducation » et la suppression de 5 600 « pionniers » a fait que l'idée a été prise au sérieux dans un lycée technique d'Angoulême le mercredi 19 mars, où l'assemblée générale a voté la grève reconductible, et le lundi 24 mars, dans un collège du centre-ville.

Cela faisait aussi suite à la « décentralisation » de 110 000 TOS (techniciens, ouvriers et services) et conseillers d'orientation, médecins, assistantes, infirmières scolaires jetés hors de la fonction publique d'État pour se retrouver à disposition du Département et de la Région. A cela s'ajoute la non-reconduction du contrat de quelque 20 000 emplois-jeunes, et le non-remplacement de milliers de départs d'agents et d'enseignants à la retraite.

Le sentiment général est que les journées syndicales d'action ne servent à rien avec un gouvernement surnois qui ne « dialogue » pas, mais exécute ses réformes derrière les nuages de fumée de la guerre.

Chacun sent bien la volonté de ce gouvernement de démanteler l'Éducation nationale, de privatiser ce qui peut l'être, comme l'entretien ou la restauration scolaire. Et par-dessus le marché, le Conseil d'État dénonce « une gestion égalitariste » des fonctionnaires et conseille au gouvernement des « contrats sur emploi » pour ceux-ci...

Tous sentent bien la véritable haine que vouent aux fonctionnaires et au service public des ministres tout acquis au patronat. Comme le dit Francis Mer, « il faut gérer

le public comme le privé ».

Alors, bien des enseignants souhaitent que le jeudi 27 mars, où un mot d'ordre de grève reconductible de l'ensemble des syndicats a été lancé, donne une nouvelle impulsion. Avec, en ligne de mire, la journée de grève nationale du jeudi 3 avril pour la défense des retraites.

Les grévistes ont multiplié les interventions dans d'autres établissements du secondaire

et du primaire, les rencontres avec des parents d'élèves. Ils vont s'adresser directement à d'autres catégories qui se manifestent localement : postiers, emplois-jeunes, employés de la Banque de France, employés des impôts...

Ils convoquent un « comité pour la grève reconductible » qui a réuni des représentants de plusieurs établissements scolaires en souhaitant que ce ne soit qu'un début, bien sûr.

• Dans le Lot-et-Garonne

Lors de la journée de l'Éducation nationale du 18 mars, dans le Lot-et-Garonne, on notait déjà dans les trois assemblées générales des grévistes une participation beaucoup plus nombreuse que d'habitude : 80 à Agen, 50 à Villeneuve et autant à Marmande.

Il faut dire que l'académie de Bordeaux est particulièrement touchée, avec 500 postes d'enseignants supprimés, la décision d'affecter 440 titulaires sur zone de remplacement en postes fixes, les remplacements étant de plus en plus systématiquement confiés à des vacataires. De plus, les dotations horaires des établissements sont en forte baisse, le pire étant réservé aux lycées professionnels, avec 131 suppressions de sections (13 dans le Lot-et-Garonne). Et partout, le rectorat a appliqué des critères avant tout statistiques dans le seul but d'augmenter le nombre d'élèves par classe pour « rentabiliser » le travail des enseignants.

La décentralisation prévue de nombreux personnels de l'Éducation nationale qui seront affectés aux diverses collectivités territoriales suscite la crainte de nombreux grévistes qu'on aille vers un véritable démantèlement du service public d'éducation.

A l'assemblée générale d'Agen, toutes les interven-

tions sont allées dans le même sens : ras-le-bol des journées de grève isolées ; face à la cohérence des attaques du gouvernement, sur l'Éducation nationale, les retraites, il faut une réponse globale, à la hauteur des attaques. Un appel à la grève reconductible à partir du lundi 24 a été voté à l'unanimité des participants de l'AG, appel aussitôt relayé par l'intersyndicale départementale. Le soir, on apprenait que les AG des autres départements de l'Académie avaient lancé le même appel, ce qui a conduit l'intersyndicale académique à appeler à la grève reconductible de tous les personnels à partir du lundi 24.

Ce jour-là, au matin, une AG départementale des grévistes s'est réunie à Agen, avec 120 participants, représentant 35 écoles. Les deux grands lycées d'Agen, De Baudre et Palissy, étaient en grève à 60 et 50 %, de même que le lycée Georges-Leygues de Villeneuve. Si dans les lycées professionnels, la mobilisation était plus difficile, quatre des six collèges de l'agglomération agenaïse étaient en grève à plus de 50 %.

La grève de 1995 est présente dans beaucoup de discussions et d'interventions : les attaques étant globales, il faudra un mouvement d'ensemble, public et privé.

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS-PAPIERS GRÉVISTES DE LA FAIM DE SAINT-DENIS

Depuis 26 jours, sept sans-papiers sont en grève de la faim dans un local où ils tiennent leur permanence depuis des années, à Saint-Denis en Seine-Saint-Denis. Ils demandent leur régularisation, que jusqu'à présent, malgré leurs années de présence en France, leurs démarches et les nom-

breux papiers qu'ils ont fournis, les autorités refusent de leur accorder.

Pour protester contre cette inacceptable fin de non-recevoir que leur opposent les autorités, Arlette Laguiller, Armonie Bordes, Chantal Cauquil, Jean-Louis Gaillard et Daniel Lioubowny, en tant

qu'élus de Lutte Ouvrière, ont adressé une lettre à Monsieur Michel Sappin, préfet de Seine-Saint-Denis, pour appuyer la demande des grévistes de la faim en ces termes :

« Nous attirons votre attention sur le fait que sept hommes, qui résident et tra-

vailent en France depuis plusieurs années, mettent aujourd'hui leur santé, voire leur vie en danger, simplement pour avoir le droit de vivre normalement et dignement dans notre pays.

C'est pourquoi nous vous demandons d'accorder à ces hommes, ne serait-ce que par

souci humanitaire, leur régularisation... »

Dans cette période où tant de sans-papiers vivent dans la crainte des contrôles, des arrestations et des expulsions, nous affirmons notre solidarité avec tous ceux qui refusent de baisser les bras face à la situation injuste et inaccep-

3 avril, public et privé POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES

LO



Manifestation à Rouen, le 1^{er} février 2003.

Les discussions entre partenaires sociaux sur la réforme des retraites des salariés, du secteur public comme du secteur privé, suivent leur cours. L'ensemble des représentants des directions syndicales sont ponctuels aux réunions, qui en sont à la sixième. Face à elles, les représentants du gouvernement mais aussi le négociateur envoyé par le Medef, Guillaume Sarkozy, frère du ministre et président d'une PME, les Tissages de Picardie. Ce dernier trouve que les choses ne vont pas assez vite et que la méthode choisie par le gouvernement manque de clarté !

Il est certain que les patrons ne ressentent pas le besoin de prendre les précautions de langage et de méthode du gouvernement, averti par la mésaventure de Juppé lorsqu'il décida de trancher dans le vif des retraites, un certain hiver 1995... Sarkozy, lui, ne s'embarrasse pas pour expliquer ce qui semble « impératif » à l'ensemble du patronat, à savoir « de continuer la réforme Balladur, pour décider un allongement de la durée de cotisation d'une durée déterminée, un an par exemple, quitte à fixer une procédure pour aller plus loin ». 41, voire 42 ou 43 ans de cotisation, pour tout le monde, public et privé, et vite, voilà ce que veut le patronat. « Il faut relever le taux d'activité des seniors, réfléchir à leur employabilité, par exemple en adaptant leurs postes de travail », mais surtout « il faut complé-

ter la répartition par l'épargne retraite », poursuivait Sarkozy dans une interview au *Figaro* du vendredi 21 mars.

Tout cela n'est pas nouveau dans les discours de Seillière, président du Medef, comme de son négociateur patenté. Ils redisent que le patronat ne veut plus payer, veut économiser de façon importante sur les retraites de l'ensemble des salariés du privé et qu'il ne s'agit pas seulement pour eux de discuter de l'alignement des systèmes de retraite du secteur public sur celui du secteur privé. Finalement, patronat et gouvernement sont d'accord, mais Raffarin veut seulement commencer par démolir les retraites du secteur public avant de s'en prendre à celles du secteur privé, tout en affichant quelque prudence sur le rythme des réformes et en recherchant la façon d'y associer le plus possible les principales organisations syndicales.

Mais face à de tels interlocuteurs, face à ces ennemis des travailleurs, l'ensemble des salariés du secteur public et du secteur privé doit se mobiliser. Pour sa part, la direction de la CGT appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestation le 3 avril. Il devrait s'agir d'une journée interprofessionnelle public-privé, qu'il faudrait transformer en un succès susceptible d'inaugurer la véritable riposte du monde du travail.

L. P.

« Réforme de la Sécurité sociale » DE NOUVELLES ATTAQUES EN PROJET

Jean-François Chadelat, le président du fonds CMU (Couverture Maladie Universelle), vient de remettre le rapport que le ministre de la Santé, Jean-François Mattei, lui avait demandé. Ce n'est qu'un projet, mais qui annonce clairement l'objectif de diminuer encore la part remboursée par la Sécurité sociale aux assurés sociaux, et sans doute d'introduire un début de privatisation.

Seul un « panier de soins » réduit serait désormais remboursé. Et le ministre envisage « une assurance personnelle obligatoire à géométrie variable... proposée aux assurés qui ne sont couverts que par la Sécurité sociale ». Cela reviendrait à une augmentation des cotisations pour tous les travailleurs, ceux contraints de payer, en plus, une assurance obligatoire, comme tous les autres qui devraient faire face à l'augmentation des tarifs de leurs assurances complémentaires. Et le président de la Mutualité française, qui assure 7 % du total des remboursements, annonçait à ce propos : « Si nous devons compenser le dépassement de l'objectif de dépenses voté par le Parlement (3,1 milliards d'euros pour la seule année 2002), il faudrait plus que doubler nos cotisations chaque année. »

Mais le gouvernement vise encore un autre objectif, celui de faire bénéficier le privé de la manne que constitue le marché de la santé. Chadelat, qui fut responsable du département sur les nouveaux produits de santé de l'assureur Axa et qui participa à l'élaboration du plan Juppé en 1995, envisage dans son rapport de donner « plus de place au privé ».

Derrière Jean-François Mattei ou Jean-François Chadelat, on voit bien dépasser les longues dents du patronat.

La « pédagogie » du ministre

À propos de l'augmentation des dépenses de santé, le ministre de la Santé s'est déclaré « persuadé, à condition de faire un peu de pédagogie, que les Français sont prêts à accroître leur prise en charge personnelle ». Et il a ajouté que le « tout-gratuit n'est pas possible ».

Mais c'est une façon mensongère de présenter les choses, car les salariés cotisent, pour bénéficier de rembourse-

ments de soins, ce n'est donc pas gratuit. Et, en ce qui concerne les remboursements, le « tout-gratuit » n'a quasiment jamais existé. Les soins ne sont remboursés à 100 % que dans les cas de certaines maladies graves, et après accord d'un haut comité médical. Les maladies dont les soins sont remboursés à 100 % sont au nombre de trente. En dehors de ces cas, pour les médicaments comme pour l'hospitalisation – puisque, depuis 1982, existe un forfait hospitalier, créé par la gauche –, tout le monde doit payer un « ticket modérateur », c'est-à-dire une participation aux dépenses de soins. Cette participation est importante puisqu'elle s'élève à 30 % du prix d'une visite chez un médecin, de 35 à 65 % du prix d'un médicament, à 40 % des frais pour analyses médicales, et à 20 % des frais d'hospitalisation. Pour faire face à ces dépenses, la majorité des salariés cotisent en plus à une caisse complémentaire. Mais bien des travailleurs n'ont pas les moyens de le faire.

Depuis des années, la politique des gouvernements successifs, de gauche comme de droite, consiste à diminuer la part remboursée par la Sécurité sociale, si bien que se faire soigner les dents ou changer de lunettes devient un luxe pour beaucoup, dans les classes populaires. Elle consiste également à réduire les budgets des hôpitaux. Ainsi des maternités ferment depuis des années, à tel point que de 1369 en 1975 leur nombre est passé à 694 en 2001 : moitié moins !

Pourtant les moyens existent

Les gouvernements ont toujours mis en avant l'augmentation « intolérable » des dépenses de santé, avec comme prétendue preuve l'augmentation du déficit de la Sécurité sociale. Jean-François Mattei

entonne la même rengaine, mettant en avant ce déficit de la Sécurité sociale qui serait de 7 milliards d'euros à la fin de l'année 2003. « Cette évolution inéluctable (de l'augmentation des dépenses de santé et du déficit) contraint à regarder en face la nécessité d'accroître la part de notre revenu national consacrée à la santé et à nous interroger sur le niveau que doit atteindre le financement solidaire dans cette contribution. Parallèlement, nous devons nous interroger sur la pertinence des dépenses. »

Cette augmentation des dépenses de santé est normale, dans une société censée être en progrès et où l'espérance de vie augmente. Il est donc normal que la part du revenu que la société y consacre soit en augmentation.

Ce ne devrait pas être un problème insoluble, car la société dispose de moyens suffisants pour y faire face. Seulement la société est privée de ces moyens, car les patrons accaparent une grande partie de cette richesse.

Pour ne s'en tenir qu'à la Sécurité sociale, ses recettes seraient bien plus importantes, si le chômage et les bas salaires ne « plombaient » pas les cotisations, tant salariales que patronales. Et par-dessus le marché les exonérations de cotisations dont bénéficient les patrons représentent 19,4 milliards d'euros, soit près de trois fois le déficit annoncé pour 2003.

Le gouvernement a annoncé qu'après le « chantier » des retraites, c'est celui de la santé qui allait s'ouvrir. C'est la fin de la Sécurité sociale qui est programmée.

À moins que, comme pour les retraites, les travailleurs se mobilisent et empêchent le mauvais coup qu'on leur prépare.

Aline RETESSE

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LES TARTUFFES À LA FRANÇAISE

« Que la guerre finisse vite... Les meilleures raisons qui portaient à repousser la guerre, les souffrances qu'elle induit inévitablement, amènent à souhaiter une prompte victoire anglo-américaine qui allégerait le sort des victimes civiles », écrivait l'éditorialiste de *Libération*, le samedi 22 mars. Les choses sont dites. *Libération* est pour la victoire de Bush. La plus rapide qui soit. Donc pour ce déversement d'armes de destruction massive américano-anglaises, prétendument destiné à l'accélérer.

L'éditorialiste de *Libération* n'est pas le seul partisan honteux de la guerre. « Nous étions contre cette guerre, nous continuons à penser que c'était une mauvaise idée. Mais, à partir du moment où elle est déclenchée, comment souhaiter autre chose qu'une victoire la plus rapide possible des Anglo-Américains ? Car, après tout, il y a d'un côté une dictature sinistre et, de l'autre, de grandes démocraties... » a déclaré le directeur de rédaction du *Nouvel Observateur*, Laurent Joffrin.

Jeu politique exige, le PS ne pouvait cependant faire moins que d'avoir une présence minimum aux manifestations anti-guerre, tout en cherchant à ranger l'indignation et l'émotion (surtout des plus jeunes) sous le drapeau de la « légalité internationale », c'est-à-dire de la domination des grandes puissances sur le monde. Fabius, qui défilait à la manifestation du 22 mars, n'oubliait pas de dire qu'il espérait que « les choses iront le plus vite possible, avec le moins de destructions possible, puis il faudra très vite s'atteler à la reconstruction parce que ce n'est pas en installant un général américain durablement en Irak qu'on va régler les problèmes dans cette région du monde ».

Exactement le langage de Chirac.

Qu'importe, pour tous ces gens-là, que le sang coule sur les champs de pétrole irakiens, pourvu qu'il coule suffisamment vite et fort pour ne pas laisser le temps de la révolte aux peuples du Moyen-Orient. Et pourvu que l'essence irakienne, raffinée par Esso, BP, et si possible aussi par TotalFinElf, coule dans les réservoirs et fasse carburer les profits !

Car la principale préoccupation des dirigeants politiques français, de gauche comme de droite, est de donner sa meilleure chance à l'impérialisme français de réintégrer le jeu, prendre place dans la gestion de l'après-guerre. Tous prêts à participer à l'occupation militaire du pays, à la manne pétrolière et aux marchés de la reconstruction, si les USA veulent bien ou plutôt si ça les arrange. C'est ce qu'ils appellent ramener au plus vite « nos alliés » dans la

légalité et « dans le cadre des Nations Unies, seul cadre légitime pour construire la paix », la paix selon Chirac.

De Chirac aux dirigeants du PS, personne n'a jamais été, sur le fond, contre la guerre d'Irak. Le *Nouvel Observateur* du 20 mars rappelle qu'à la fin décembre 2002, Chirac avait envoyé un général français en émissaire au Pentagone, pour discuter des conditions d'intégration d'une force française de 15 000 hommes et d'une centaine d'avions au dispositif militaire anglo-américain. Et on se souvient comment, lors de ses vœux de nouvel an à l'armée, il l'avait exhortée à se tenir prête à intervenir. Chirac a seulement choisi de marchander ferme son éventuelle participation. Et les dirigeants socialistes ne pouvaient pas se montrer moins « fermes » que lui.

Seulement, la guerre en Irak n'est ni fraîche, ni courte, ni joyeuse. Les envahisseurs américains et britanniques ne sont pas les « libérateurs ». La population irakienne, même opprimée par Saddam Hussein, n'a aucune raison de prendre pour des sauveurs ceux qui, depuis dix ans, lui ont imposé la misère engendrée par l'embargo et les bombardements périodiques. Y compris ses fractions kurdes ou chiites qui ont le plus souffert du joug de la dictature, ne sont pas assez crédules pour croire qu'elles auraient davantage de liberté et de bien-être sous un protectorat militaire américain direct, ou une potiche à la botte des USA. Elles doivent se souvenir comment ces mêmes USA les ont livrées à la soldatesque de Saddam, pas plus tard encore qu'après la première guerre du Golfe. D'où une résistance apparemment sévère, du Sud au Nord du pays, en passant par celle qui se prépare à Bagdad. Dans ce contexte, semble bien dérisoire la propagande des bonnes âmes de la gauche française qui affirment qu'avec la victoire américaine « On pourra enfin entendre la propre voix des Irakiens », comme l'écrit encore *Libération* !

S'il y a quelque chose à souhaiter, ce n'est pas que l'offensive américaine soit courte ou brève, c'est qu'elle déclenche en retour une guerre des populations de la région contre les agresseurs impérialistes ; c'est que la plus grande puissance impérialiste du monde n'ait pas mesuré le faux pas de trop qu'elle a commis ; c'est qu'elle soit défaite ou, au moins, qu'elle connaisse des revers spectaculaires. Oui, souhaitons que la tempête du désert, et d'ailleurs, se lève vraiment contre ceux qui l'on déclenchée.

Olivier BELIN

Convergences Révolutionnaires n° 26 (mars-avril 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur les États-Unis en guerre contre l'Irak, contre les peuples, contre leur peuple.
- Des articles : la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient et en Côte-d'Ivoire ; les enjeux du congrès CGT ; la recrudescence du chômage ; les suppressions d'emplois à la SNCF, dans l'Éducation nationale et à Arcelor.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

La guerre en Irak

LES AVATARS SANGLANTS D'UNE GUERRE IMPÉRIALISTE

Moins d'une semaine après le début de la guerre impérialiste contre l'Irak, on voit déjà se dessiner le contenu de la boîte de Pandore ouverte par les dirigeants anglo-américains. Par-delà le sang que cette guerre fait déjà couler, parmi la population irakienne, d'abord, mais aussi parmi les soldats qui n'ont pas eu le choix, on voit apparaître des menaces pour l'Irak comme pour la région tout entière.

Les galonnés de l'état-major américain ont dû remballer leurs rodomontades. Plus question de vanter la stratégie dite « choc et horreur » qui devait, selon eux, provoquer l'effondrement du régime de Saddam Hussein. Les porte-parole de Washington font désormais preuve de plus de prudence, comme l'a fait Donald Rumsfeld le 25 mars, en affirmant que la guerre est « plus proche de son début que de sa fin ».

Car depuis qu'elles ont franchi la frontière irakienne, les forces d'invasion se sont heurtées dans chaque agglomération à une résistance que ne semblaient pas avoir anticipée les dirigeants de la coalition. Si, comme on le dit, les troupes anglo-américaines sont à moins de 100 km de Bagdad, elles ne contrôlent réellement que la bande de désert qu'elles ont empruntée – et encore les généraux américains craignent-ils de voir cette ligne de ravitaillement coupée par une contre-offensive irakienne.

En dehors peut-être du port d'Oum Qasr, dont le Pentagone a annoncé la n-ième « conquête définitive » le 26 mars, les forces de la coalition n'ont réussi à s'emparer d'aucune ville importante. Non seulement les troupes irakiennes ne se sont pas rendues, mais elles semblent avoir résisté pratiquement partout. Ce sont par exemple les 8 000 hommes du 51ème régiment blindé irakien, dont l'état-major britannique avait annoncé la reddition dès le 22 mars, qui tiennent en échec les troupes anglo-américaines devant Bassora !

Du coup les forces de la coalition doivent immobiliser des unités entières à Oum Qasr, Bassora, Nasirya, Najaf et Kerbela, autant pour faire le siège de ces villes que pour protéger les arrières des forces d'invasion contre une possible contre-offensive des unités irakiennes. Et cela affaiblit d'autant un dispositif militaire écartelé sur plus de 400 km.

On voit donc s'estomper le « scénario optimiste » qu'espérait sans doute Bush, si l'on en croit ses appels répétés aux généraux irakiens, selon lequel un coup d'État réglerait son compte à Sad-



dam Hussein et offrirait aux USA la collaboration de tout ou partie de l'appareil d'État irakien. Sans doute, ces difficultés n'empêcheront probablement pas la victoire des forces anglo-américaines, ne serait-ce que du fait de leur énorme supériorité en armements et de leur monopole des airs. Mais elles impliquent une guerre bien plus longue et coûteuse en vies humaines, y compris du côté occidental, et par conséquent bien plus difficile à faire accepter à la population américaine.

Car non seulement il faudra que les troupes d'invasion réduisent la résistance de l'armée irakienne, mais il leur faudra aussi écraser toute résistance dans les villes, c'est-à-dire faire le sale travail que Bush senior avait laissé à Saddam Hussein après la première guerre du Golfe. Nul ne peut dire si le « soulèvement » de Bassora annoncé par l'état-major britannique est réel ou s'il relève de l'intoxication. Mais si un tel soulèvement s'est vraiment produit, il est peu probable qu'il accueille vraiment à bras ouverts les troupes qui ont causé tant de dommages en bombardant la population de cette ville d'un million et demi d'habitants après l'avoir privée d'électricité et d'eau potable !

Une victoire anglo-américaine acquise dans de telles conditions risque d'avoir bien d'autres conséquences, y compris et surtout une fois la victoire acquise. Car même si Bush et Blair trouvent dans les rangs de l'opposition irakienne des politiciens prêts à donner leur caution à un tel bain de sang en présidant le régime qui succédera à Saddam Hussein, ce régime ne disposera pas d'un appareil d'État solide pour maintenir l'ordre et dépendra donc totalement des troupes d'occupation occidentales pour cela.

Or comme le montre l'histoire de l'Irak colonial, une telle occupation a

La guerre en Irak

AFP



AFP



Manifestons contre la guerre en Irak !

Pour protester contre l'agression impérialiste en Irak, Lutte Ouvrière appelle à prendre part à toutes les initiatives, en particulier aux manifestations qui se dérouleront le samedi 29 mars dans différentes villes, et notamment :

À PARIS
samedi 29 mars
à 14h 30
Place de la Concorde

toutes les chances de susciter de violentes explosions, que ce soit de la part des minorités nationales ou religieuses qui se seront vues une fois de plus privées de tout espoir (Bush n'a-t-il pas affirmé clairement qu'il n'était pas question de toucher aux frontières de la région ?) ou de la part des masses urbaines pauvres, victimes du régime de Saddam comme de l'état de guerre permanent que subit le pays depuis 1991.

Et puis, il y a les contre-coups qu'une telle guerre et de telles explosions pourraient avoir dans les pays arabes voisins. La colère a éclaté ces derniers jours dans les rues du Caire, d'Amman, de Beyrouth et de Damas. Que la guerre en Irak tourne à la boucherie ou soit suivie d'une répression brutale par l'armée américaine, et les populations pauvres de ces pays limitrophes risquent de se retourner contre leurs propres gouvernants, qu'ils haïront d'autant plus qu'ils sont tous plus ou moins compromis avec l'impérialisme américain.

Les dirigeants américains et britanniques sont conscients de ces dangers. C'est pourquoi Bush a répété qu'il tenait à ce que l'ONU joue un rôle dans la « reconstruction » de l'Irak - façon élégante de dire qu'il veut la caution de l'ONU pour l'occupation américaine de l'Irak. C'est aussi pourquoi Blair, qui est bien plus en porte-à-faux que Bush face à son opinion publique, souhaite un retour en piste de l'ONU au plus vite, et si possible avant même la fin du conflit. L'intervention d'une force de Casques bleus de l'ONU, se mettant au service de cette agression impérialiste sous couvert de garantir la paix, comme cela s'est fait tant de fois dans le passé, fera peut-être alors l'affaire de Londres et Washington.

C'est d'ailleurs à laquelle Chirac lui-même pourrait très bien se rallier, à plus ou moins courte échéance suivant les prétextes que pourraient lui offrir les événements, et moyennant, bien sûr, des garanties pour les trusts français. Comme il l'a déclaré lui-même, la découverte d'armes chimiques en Irak suffirait à lui faire revoir sa position vis-à-vis de la guerre. Et quoi de plus facile que de « découvrir » de telles armes !

C'est dire que, malgré les revers des troupes impérialistes, l'avenir ne s'éclaircit pas pour les masses pauvres irakiennes. Et c'est pourquoi il faut continuer à dénoncer par tous les moyens qui s'offrent et de toutes nos forces, la boucherie qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Turquie

Les 62 000 soldats américains qui devaient, à partir de la Turquie, entrer en Irak et y ouvrir un second front au Nord pour conquérir Bagdad, ont dû faire demi-tour.

Les navires qui croisaient depuis des semaines au large de la Turquie dans l'attente que le Parlement d'Ankara autorise leur transit par son territoire ont pris finalement la route du Golfe par le Canal de Suez. Ceux qui avaient commencé à s'installer dans des bases en territoire turc ont dû plier bagage. Les dirigeants américains ont en effet attendu vainement que le gouvernement turc revienne sur son opposition au transit des soldats américains. Mais celui-ci s'est borné à autoriser l'armée américaine à utiliser son espace aérien.

Bien au-delà de l'inconvénient que cela entraîne sur le plan militaire pour les États-Unis, l'affaire est révélatrice du type de contradictions et de conflits que l'intervention américaine en Irak pourrait faire exploser.

La Turquie a beau être une alliée essentielle des États-Unis dans la région, elle a dans l'affaire ses intérêts propres à faire valoir. Et en l'occurrence, ceux-ci sont contradictoires sur de nombreux points avec ceux des États-Unis.

Dans toute la période précédant la guerre, des émissaires américains se sont pressés à Ankara pour obtenir de la part des dirigeants turcs un appui à leur opération en Irak. Le nouveau gouvernement dit « islamiste modéré » du parti AKP, vainqueur des élections le 3 novembre dernier, plutôt réticent à soutenir une guerre largement impopulaire, a tenté de monnayer son soutien contre des contreparties financières, bien utiles alors que le pays se débat dans la crise et que sa dette extérieure atteint des sommets. Or, même si on ne connaît pas tous les détails de ce marchandage, il est évident que les États-Unis ne se sont pas montrés très généreux.

Mais il y a aussi et surtout la question du nord de l'Irak. En même temps

UNE GUERRE QUI EN PRÉPARE D'AUTRES

qu'ils démarchaient Ankara, les émissaires américains démarchaient les dirigeants des diverses factions kurdes irakiennes afin d'obtenir leur soutien dans leur opération contre Saddam Hussein. Or, on le sait, la Turquie est opposée à tout ce qui pourrait amener à la création d'un État kurde indépendant dans le nord de l'Irak, qui pourrait être un encouragement aux aspirations nationales des Kurdes de Turquie eux-mêmes. Et les dirigeants américains ne pouvaient à la fois donner à la Turquie l'assurance de s'opposer à toute création d'un État kurde, et promettre aux dirigeants kurdes d'appuyer leurs revendications d'autonomie ou d'indépendance.

On peut donc imaginer quels marchandages ont eu lieu sous la table, entre dirigeants américains et turcs, avant que les premiers décident de renoncer à obtenir l'autorisation de passer par le territoire turc, et donc de faire rembarquer leurs troupes. Mais du coup les dirigeants turcs - et surtout leur armée - se mettent en position d'intervenir pour leur propre compte dans le nord de l'Irak.

Ce ne serait certes pas la première fois puisque ces dernières années l'armée d'Ankara a pris l'habitude de passer la frontière pour pourchasser les combattants kurdes cherchant à opérer en territoire turc, et a maintenu d'ailleurs un certain nombre de postes militaires en territoire irakien. Mais depuis des mois, il est évident que l'armée d'Ankara se tient prête à mener une opération de grande ampleur. Les habitants de nombreuses régions turques ont pu en juger à la vue des incessants convois militaires gagnant la zone frontalière de l'Irak.

Officiellement, la Turquie veut créer dans le nord de l'Irak une zone tampon qui lui permettrait de s'opposer au passage de réfugiés, ou même de combattants kurdes, vers son territoire. Les dirigeants kurdes ne veulent pas de cette présence, qui serait pour eux une menace permanente. En outre la Turquie, et en particulier les militaires turcs, nourrissent de vieilles ambitions

sur la ville de Mossoul, au nom de la « protection » de la minorité turkmène - de langue turque - de la région, et surtout en fait de ses richesses pétrolières. Si une période de chaos s'ouvre en Irak, les militaires turcs peuvent être tentés d'en profiter pour régler leur compte aux partis kurdes irakiens, et aussi pour pousser vers Mossoul ; quitte peut-être, plus tard, à négocier chèrement leur retrait.

En prenant position dans la région, en faisant des promesses contradictoires aux uns et aux autres, les dirigeants américains sont donc peut-être en train d'accumuler les matériaux pour l'explosion d'un conflit, au nord de l'Irak, entre les diverses factions kurdes, les tenants du pouvoir irakien, et la Turquie. Sans parler de l'Iran qui, à l'Est, soutient également certaines factions kurdes.

Quelles que soient les promesses que leur font actuellement les dirigeants américains, les Kurdes du nord de l'Irak ont donc toutes les raisons de craindre de faire, encore une fois, les frais de l'affrontement en cours. Cela a déjà été le cas lors de la première guerre du Golfe, en 1991, lorsque après les avoir incités à la révolte les dirigeants des États-Unis les abandonnèrent face à la répression des troupes de Saddam Hussein. Mais cela a été le cas aussi dans tous les autres conflits.

Cette fois aussi, les dirigeants américains peuvent se servir des Kurdes pour prendre pied au nord de l'Irak, avant de les abandonner face aux troupes turques, ou face à celles d'un dirigeant irakien qui aurait leurs faveurs. Les dirigeants américains disent apporter la « démocratie ». Mais cette intervention impérialiste, comme toutes les précédentes au Moyen-Orient, ne fait qu'accumuler les matériaux d'autres conflits meurtriers, et peut-être d'un éclatement de l'Irak, déchiré entre les diverses armées et fractions avides de participer à la curée dont l'agression américaine aura donné le signal.

André FRY

Grande-Bretagne

À en croire certains sondages, le déclenchement des hostilités contre l'Irak aurait rallié une courte majorité de l'opinion britannique derrière Blair et sa politique guerrière. Mais les instituts de sondage sont loin d'être unanimes, puisque certains continuent à indiquer près de 70 % d'opposants à la guerre.

D'ailleurs le succès des manifestations contre la guerre organisées le 22 mars dans tout le pays montre bien mieux que tous les sondages l'importance de cette opposition : 200 000 manifestants à Londres (selon la police), 15 000 à Manchester, 20 000 en Ecosse, 15 000 à la base militaire de Fairford (d'où partent les B-52 américains qui vont semer la mort dans les grandes villes irakiennes). De tels chiffres, même s'ils sont plus faibles que le 15 mars, marqueraient déjà un succès en temps de paix, mais ils sont sans précédent en temps de guerre.

D'autant que Blair n'a pas ménagé ses efforts pour se rallier l'opinion, multipliant les appels à l'« unité nationale » derrière « *our boys* » (nos gars) « *qui risquent leurs vies pour libérer l'Irak d'un tyran* ». Mais si le sort des 40 000 soldats britanniques inquiète l'opinion, surtout dans les couches populaires d'où sont issus la plupart des soldats du rang, cela ne change rien aux sentiments de la majorité vis-à-vis de la guerre :

cette sale guerre est peut-être désormais un fait accompli que rien ne semble plus pouvoir arrêter, mais elle n'en reste pas moins aussi odieuse qu'injustifiable.

D'autant qu'une grande partie de l'opinion est loin d'avoir digéré les mensonges de Blair à propos des « *armes de destruction massive* » irakiennes, et surtout l'arrogance avec laquelle il est passé outre aux sentiments de la population. Et c'est cette arrogance qui coûtera peut-être à Blair sa place à la tête du Parti Travailleuse, et donc du gouvernement, surtout si, comme on peut le craindre, cette guerre tourne au bain de sang pour la population irakienne, voire à l'hécatombe pour les soldats anglais.

C'est en tout cas le calcul que semble avoir fait une partie de l'appareil travailliste, qu'il s'agisse des quelque 30 % de députés qui ont pris publiquement leurs distances vis-à-vis de Blair dans les jours précédant la guerre ou de Robin Cook, le leader de la Chambre des commu-

nes et l'un des ténors du parti, qui a démissionné du gouvernement dès que les soldats britanniques sont entrés en territoire irakien. De toute évidence, et bien qu'il s'en défende, Cook a jugé le moment venu de se mettre en réserve, en prévision d'une crise de succession possible dans laquelle il représentera la politique antiouvrière de Blair sans qu'on puisse lui reprocher d'avoir cautionné sa politique guerrière.

En attendant, tout dans le déroulement de la guerre contribue à donner raison aux craintes de ceux qui y sont opposés, à commencer par les mensonges éhontés de l'état-major britannique, qui sont d'autant plus mis en évidence que, chaque jour, l'une des cinq chaînes de télévision hertziennes distille sans interruption les nouvelles de la guerre. Ainsi la prétendue « *conquête* » du port d'Oum Qasr, moins de 24 heures après le début des hostilités, avait été présentée par les généraux anglais comme une « *victoire* » et la démonstration du rôle « *humanitaire* » des forces britanniques. Or, cinq jours après, on apprenait que de violents combats se déroulaient toujours autour du port, et que la véri-

table « *victoire* » anglaise était en fait d'avoir pris le contrôle des installations pétrolières voisines. Preuve que l'« *humanitaire* » de Blair a décidément une forte odeur de pétrole.

Puis sont venues les « *bavures* » que la propagande officielle n'a pu dissimuler, depuis les accidents d'hélicoptère jusqu'à la destruction d'un Tornado anglais par un missile Patriot américain, ou encore la mort d'un grand reporter de la chaîne de télévision britannique ITN, abattu par un tir de mitrailleuse anglaise. Sans parler de déclarations qui font froid dans le dos, comme celles de ce commandant des Royal Marines à Oum Qasr, expliquant qu'une fois terminé le « *travail* » des bombardiers, les Marines auraient vite fait, grâce à leur longue expérience acquise en Irlande du Nord, de « *nettoyer les quelques poignées de résistants fanatisés* », maison par maison si nécessaire – des résistants que le même officier accusait par ailleurs de « *trahison* » parce qu'ils se « *déguisaient* » en civils. Autant dire que si cet officier fait ce qu'il a annoncé, il risque de ne rester que des ruines et beaucoup de cadavres à Oum Qasr !

Or il ne se passe pas de jour sans que les médias rapportent des informations de ce genre au détour d'un reportage, qui toutes soulignent le caractère sanglant et destructeur de cette guerre. Sans parler des décès de soldats anglais, dont on commence à soupçonner qu'ils sont bien plus nombreux que la douzaine officiellement reconnue (dont la plupart ont été victimes de « *bavures* »).

Loin de souder les rangs de la population derrière l'armée, comme l'espérait Blair, tout cela ne fait que créer une atmosphère de malaise, qui renforce les adversaires de la guerre dans leur opposition. Mais ce climat risque aussi de semer de plus en plus le doute parmi ceux qui se déclaraient partisans de la guerre, souvent par solidarité avec un parent ou un ami soldat. Car plus cette sale guerre durera et plus il apparaîtra clairement que ces soldats, que Blair a envoyés sans la moindre vergogne contre la population irakienne, ne risquent leur peau que pour défendre les dividendes des barons de la City de Londres.

F. R.

La comédie à propos des prisonniers de guerre

Pendant des décennies, les télévisions du monde entier ont fait voir des prisonniers à la suite de conflits armés. Citons, sans remonter trop loin en arrière, ceux de la première guerre du Golfe, ceux d'Afghanistan, ou de Côte-d'Ivoire. Personne ne s'en était jamais ému, pas davantage les autorités américaines que quiconque. D'ailleurs les télévisions américaines ont tout récemment filmé des soldats irakiens faits prisonniers.

Mais depuis que ce sont les Irakiens qui ont présenté à leur télévision, et au monde entier, quelques prisonniers américains, c'est le scandale. Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense des États-Unis, a déclaré qu'il était contraire à la Conférence de Genève de 1949 d'exhiber

ainsi des prisonniers. Il était temps que l'on s'en rende compte !

Comment des gens qui donnent l'ordre de bombarder des populations civiles, après avoir imposé des années d'embargo faisant des centaines de milliers de morts, peuvent-ils encore avoir le culot de se réclamer de règlements humanitaires ? En fait, ce que les dirigeants américains ne supportent pas, ce n'est pas qu'on viole la Convention de Genève, dont ils se moquent, mais tout simplement que les télés mondiales puissent montrer des images qui pourraient frapper l'opinion publique américaine. Les télés, partagées entre l'obéissance et la volonté de faire des scoops, contournent le problème en montrant des

images floues des visages et en coupant le son.

Mais cette affaire en a fait resurgir une autre : celles des prisonniers fait en Afghanistan par l'armée américaine et parqués dans la base de Guantanamo, à Cuba. Officiellement il n'y a jamais eu de guerre en Afghanistan, et par conséquent les détenus ne sont pas considérés comme des prisonniers de guerre. Ils ne sont même pas protégés par la Conférence de Genève, dont on sait qu'elle ne pèse pas lourd. C'est ainsi que les Américains peuvent en faire ce qu'ils veulent, y compris... les montrer à la télévision. Plusieurs de ces prisonniers de Guantanamo ont tenté de se suicider, les autorités américaines l'admettent elles-mêmes. Et elles ont décidé, non pas d'améliorer les conditions de déten-

tion, scandaleuses et contraires à la plus élémentaire humanité, mais de renforcer la surveillance antisuicide !

Rumsfeld et Bush ont menacé les geôliers irakiens d'être considérés comme des

criminels de guerre s'ils se livraient à de mauvais traitements sur les prisonniers américains... Comme ceux qu'ils font subir à leurs détenus de Guantanamo, par exemple ?

André VICTOR



Le transport en avion des prisonniers d'Afghanistan jusqu'à Guantanamo.

L'ENJEU PÉTROLIER

Le 17 mai 2001, le vice-président américain Dick Cheney avait présenté un rapport proposant une stratégie pour permettre aux États-Unis de faire face à leurs besoins en pétrole. Il prévoyait qu'entre 2001 et 2002 la dépendance américaine vis-à-vis des réserves mondiales de pétrole grimperait de 52 à 66 %. Et il estimait qu'en 2020 les États-Unis devraient importer 60 % de pétrole en plus de ce qu'ils importent actuellement. La consommation des États-Unis passerait de 10,4 millions à 16,7 millions de barils.

Or les réserves irakiennes sont d'ores et déjà estimées à 112 milliards de barils (près de 10 % des réserves mondiales). De plus l'Irak, du fait des guerres successives, est le seul pays pétrolier à disposer de réserves connues mais non exploitées, les plus importantes du monde après celles de l'Arabie Saoudite (261 milliards de barils).

Jusqu'à présent, les États-Unis n'avaient pas réussi à prendre pied en Irak. Le pétrole irakien est principalement exploité par des entreprises françaises (TotalFinaElf), russes (Loukoil) ou chinoises (Chinese Petroleum). On compte aussi quelques outsiders : la compagnie britannique Shell, Agip (Italie), Repsol (Espagne), ONGC (Inde) et Sonatrach (Algérie).

Pour les États-Unis, la guerre serait donc un moyen pour offrir ce marché au géant américain des hydrocarbures : Halliburton. On sait que les Bush, père et fils, étaient liés au monde du pétrole texan. L'actuel président est d'ailleurs un ex-collaborateur de deux compagnies pétrolières, Arbusto et Spectrum. Mais c'est également le cas du vice-président Dick Cheney, qui est justement l'ex-PDG d'Halliburton.

Le pétrole non seulement est une matière très profitable pour les compagnies pétrolières qui l'exploitent, mais il présente également une dimension stratégique qui, pour l'administration Bush,

valait bien cette guerre. La précédente intervention en Afghanistan a permis aux États-Unis de renforcer leur présence en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, en Kirghizie, et plus récemment en Géorgie. Parmi les objectifs à plus long terme, l'impérialisme américain cherche à prendre le contrôle des grands axes d'approvisionnements en hydrocarbures que sont le Caucase et le Proche-Orient (ainsi que la Colombie, le Venezuela et l'Angola), espérant ainsi pouvoir contenir leurs rivaux russe et chinois (la Chine s'approvisionne pour 60 % de ses besoins au Proche-Orient).

Prendre le contrôle du pétrole irakien par la force est une étape dans ce processus. Selon les spécialistes, les institutions irakiennes en charge du pétrole seraient parmi les plus efficaces des États membres de l'OPEP. C'est ce qui rend ce marché « hautement attractif » aux yeux des États-Unis, qui sont alléchés par des coûts



de production considérés comme les plus faibles du monde. Et c'est ce qui inquiète les dirigeants de TotalFinaElf, qui ont dépensé quelques millions de dollars pour des études géophysiques et qui craignent d'être écartés de ce pays.

La coalition anglo-américaine, de son côté, a déjà calculé qu'il faudrait dépenser quelque 25 milliards de dollars pour mettre en exploitation les champs vierges et doubler ainsi la production.

Jacques FONTENOY

LE PACTOLE DE LA RECONSTRUCTION

Au sommet européen qui s'est réuni jeudi 20 mars, les dirigeants des pays membres ont essayé de présenter une unité de façade. Qu'ils aient choisi de soutenir militairement les États-Unis, comme Blair, ou qu'ils aient affiché une préférence pour d'autres méthodes permettant de désarmer le régime irakien, comme Chirac, ils ont déjà le regard fixé sur l'après-guerre et ses promesses économiques.

Mais pour le moment, le marché de la reconstruction de l'Irak est exclusivement entre les mains d'une agence américaine, l'USAID (Agence américaine pour le développement international).

Elle a ainsi sous son coude huit contrats de travaux divers représentant un pactole estimé à 900 millions de dollars. Ces huit contrats ont été pour le moment proposés à cinq entreprises américaines. Deux d'entre elles – cela ne surprendra personne – sont très liées à l'administration Bush : le groupe Bechtel, qui entend ainsi récupérer large-

ment ce qu'il a l'habitude de verser dans les caisses du Parti Républicain et la société Kellogg, Brown & Root, qui se trouve être une filiale du groupe Halliburton où Dick Cheney a fait fortune.

Officiellement, les objectifs affichés sont « humanitaires », mais ces requins escomptent bien pouvoir assez rapidement échanger ces contrats humanitaires contre les contrats pétroliers bien plus alléchants.

La société britannique P&O s'est portée candidate auprès de l'agence américaine USAID pour la reconstruction du port irakien d'Oum Qasr, le seul port pétrolier au sud de l'Irak. Nul ne sait si cette entreprise obtiendra satisfaction, mais cet appel d'offres présente au moins l'intérêt de montrer que les entreprises américaines pourraient ne pas être les seules bénéficiaires.

D'autres entreprises britanniques caressent les mêmes espoirs que P&O : des entreprises de travaux publics et d'ingé-

nerie comme Amec et Balfour Beatty, de gestion des eaux comme Thames Water ou Weir Group. Amec est déjà présente aux États-Unis, où elle travaille pour l'US Air Force. Elle avait ainsi déjà participé à l'extinction des incendies de puits de pétrole pendant la précédente guerre de 1991 contre l'Irak. Elle a aussi obtenu une participation aux travaux de reconstruction du Pentagone après les attentats du 11 septembre. Weir Group a déjà travaillé sur le réseau d'adduction d'eau de Bagdad.

Mais pour le moment, les entreprises britanniques, comme les autres entreprises européennes qui aimeraient également accéder au pactole de la reconstruction, doivent se contenter des promesses des États-Unis, qui ont promis que les entreprises qui obtiendront les marchés en sous-traiteraient la moitié à des compagnies d'autres pays.

J. F.

L'ACCORD « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE » SUSPENDU

Mardi 18 mars, l'ONU a suspendu l'application de l'accord « pétrole contre nourriture », du fait du départ de ses fonctionnaires d'Irak. Cet accord, qui atténuait les effets de l'embargo pour les produits de première nécessité, constituait depuis 1996 un indispensable ballon d'oxygène, malgré ses imperfections, pour la population irakienne.

En effet, le sort de six Irakiens sur dix dépendait de ce plan pour ce qui concerne la nourriture. Blé, farine, sucre, riz, lait en poudre, thé, haricots secs, lentilles, huiles alimentaires, sel, savon et détergents étaient ainsi distribués chaque mois, doublant l'apport calorique, amené à 2200 calories par jour depuis 1996. Cela avait alors permis de réduire de moi-

tié le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans dans le sud du pays. Au nord, la malnutrition des enfants est restée plus grave.

L'accord avait également permis d'augmenter de 40 % le nombre des opérations chirurgicales, de 25 % les analyses de laboratoire, de faire régresser les maladies transmissibles. Plus d'un million de pupitres avaient été distribués aux écoliers. 370 000 agriculteurs avaient été aidés. La crise du logement avait été atténuée.

L'ONU n'a pas officiellement approuvé la guerre, mais elle a tout de même suspendu les aides à la population, au moment même où celle-ci subit de plein fouet l'agression impérialiste.

J. F.

La guerre n'empêche pas les profits

L'armée française n'est pas présente sur le terrain de la guerre. Mais les industriels français, eux, sont là.

L'armée américaine est équipée de systèmes radio construits par Thales (ex-Thomson) ; les troupes anglaises disposent de missiles construits avec la participation de EADS (ex-Aérospatiale) ; les Awacs américains ont des moteurs Snecma ;

Delmas, filiale de Bolloré, loue des navires de débarquement à l'armée américaine, à des taux d'affrètement deux à trois fois supérieurs aux prix du marché.

Les prises de position de Chirac n'empêchent pas les trusts français de faire des profits avec le massacre des Irakiens.

LE MYTHE DES « LIBÉRATEURS » AMÉRICAINS

Le gouvernement américain proclame qu'il intervient en Irak en libérateur, pour mettre fin à la dictature de Saddam Hussein sur son peuple et instaurer un régime démocratique tout comme, en 1944, il avait libéré l'Europe du régime fasciste qui imposait sa dictature et massacrait les populations. Les commentateurs partisans de la guerre ne manquent pas de reprendre l'argument, voire de reprocher à ceux qui critiquent la politique américaine d'oublier qu'ils doivent leur liberté au sacrifice des soldats américains en 1944-45. Mais il est facile, après coup, d'occulter les circonstances de l'époque, pour ne garder que les images d'Epinal des blindés américains accueillis par les populations. C'est oublier que les Alliés, qui craignaient que ne se produisent des révolutions comme à la fin de la Première Guerre mondiale, n'ont pas manqué eux-mêmes de terroriser les populations par des bombardements massifs des grandes villes européennes. Quant aux gouvernements qu'ils ont portés au pouvoir, leur but était surtout d'empêcher toute révolte des peuples et de leur imposer la poursuite de sacrifices pour remettre sur rails l'économie capitaliste.

Et lorsqu'on rappelle que les USA ont joué un rôle prépondérant au sein de la coalition alliée, de par leur puissance militaire et industrielle, pour vaincre le régime hitlérien, il ne faut pas oublier qu'ils n'ont pas été les seuls, et que ce ne sont pas eux qui ont payé le plus lourd tribut dans cette guerre. Avant le débarquement allié, l'URSS supportait seule tout le poids de la guerre en Europe; elle avait réussi seule à libérer tout son territoire et ses armées gagnaient du terrain en Europe de l'Est. L'essentiel des forces allemandes se trouvaient d'ailleurs sur le front de l'Est et, si le débarquement de juin 1944 en Normandie fut une véritable boucherie, les alliés envoyant plus d'hommes que les armées allemandes n'en pouvaient abattre, ce fut sans commune mesure avec ce qui se passait à l'Est. Le nombre de victimes est là pour l'attester : 300 000 morts parmi les forces américaines, contre plus de 20 millions pour l'URSS, civils et militaires.

De plus, force est de reconnaître aussi que la décision américaine d'entrer dans le combat au nom de la défense de la démocratie a été pour le moins tardive, puisqu'elle a été prise fin 1941, après l'attaque japonaise sur Pearl Harbour, alors que le régime fasciste de Mussolini durait depuis vingt ans, qu'Hitler avait pris le pouvoir en 1933 et que Franco écrasait la population espagnole depuis 1936, avec l'aide de ces deux derniers régimes. Pendant toutes ces années, le gouvernement américain s'est fort bien accommodé des régi-



Bombardement américain sur Rouen en 1942. Objectif militaire ? Il s'agissait en tout cas de démontrer à la population la puissance de l'armée américaine.

mes de dictature qui frappaient la population, qui interdisaient tous les partis autres que ceux au pouvoir, brisaient les organisations ouvrières. Il n'a rien dit sur l'existence de camps de concentration, rien dit des assassinats d'opposants ni de la terreur exercée contre les peuples.

De même les dirigeants américains se sont-ils tus quand l'Allemagne hitlérienne annexait en 1938 l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Dans les sphères dirigeantes, la dictature féroce imposée par Hitler n'était pas vue d'un si mauvais

œil. Le diplomate Joseph Kennedy (le père de l'ancien président) n'était pas le seul à manifester ouvertement ses sympathies prohitlériennes. Il fallut que l'Allemagne devienne une puissance trop menaçante pour ses intérêts, en s'en prenant aux autres puissances impérialistes et en conquérant presque toute l'Europe, pour que l'impérialisme américain y voie un danger à combattre, et décide pour cela de se parer des plumes de la défense de la démocratie.

L'intervention ne s'est pas non plus bornée à lutter contre les armées allemandes. La « libération » a été précédée de bombardements massifs – et pas seulement sur les villes allemandes, telles Hambourg, Berlin ou Dresde, où ne se

trouvaient plus que des civils – faisant des centaines de milliers de victimes. Au Japon, avant d'envoyer la bombe atomique sur un pays vaincu, prêt à négocier, les armées américaines avaient aussi systématiquement largué des bombes incendiaires sur Tokyo et les grandes villes du pays. Ce véritable massacre, exercé contre des peuples qui n'étaient nullement responsables des crimes de leurs dirigeants, se faisait au nom de la démocratie, de la lutte contre la dictature... Mais en fait il s'agissait d'une politique de terreur visant les

populations civiles, pour les briser et prévenir toute velléité de révolte ou de révolution, comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale.

À la conférence de Yalta, les trois grandes puissances, USA, Grande-Bretagne et URSS (la France n'y avait pas sa place), avaient proclamé leur respect du « droit des peuples à se donner des gouvernements de leur choix ». Mais ils s'empressèrent surtout de porter ou de remettre au pouvoir des régimes garants de l'ordre impérialiste, en se souciant fort peu de leur caractère démocratique. En Italie par exemple, c'est le maréchal Badoglio qui fut porté au pouvoir après la chute de Mussolini. En Pologne, les Alliés imposèrent d'intégrer au nouveau gouvernement les membres du gouvernement en exil à Londres, les mêmes qui faisaient régner un régime de dictature dans les années 1930. Au Japon, ils maintinrent sur le trône l'empereur Hirohito, qui avait couvert le régime précédent. En Allemagne même, au-delà du procès de Nuremberg où les condamnations de quelques dirigeants nazis furent prononcées, les anciens cadres politiques furent maintenus en place; un Klaus Barbie bénéficia même de protections spéciales de la part des militaires américains.

Les États-Unis ont donc, en effet, une certaine expérience de ce type de « libération ». Leur projet en Irak est bien, s'ils réussissent à abattre Saddam Hussein, de mettre en place un gouvernement dit « démocratique » leur offrant toutes garanties. Mais ce gouvernement s'appuierait sur les cadres du régime actuel, de l'armée et de l'appareil d'État à qui ils ont multiplié les avances.

L'intérêt des trusts, pétroliers en premier lieu, est qu'après cette guerre l'ordre règne en Irak. Le souci des dirigeants américains est donc avant tout de mettre en place un pouvoir capable de tenir en respect la population comme le faisait celui de Saddam Hussein, qu'ils ont d'ailleurs soutenu si longtemps. Tout comme en Europe après la fin de la Seconde Guerre mondiale, leur premier souci n'était pas la « démocratie », mais bien de parer à tout danger de révolution.

Marianne LAMIRAL

Leurs Bourses et nos vies

Il a fallu que les missiles et les bombes anglo-américaines embrasent de nombreux quartiers de Bagdad et de bien d'autres villes irakiennes, que les armées de la coalition impérialiste pénétrèrent sans encombre en Irak, ou du moins dans le désert irakien, donnant ainsi l'impression qu'une victoire foudroyante sur les armées de Saddam Hussein était possible, pour que les milieux boursiers entrevoient, pour eux-mêmes évidemment, un avenir radieux.

« Acheter au son du canon », disaient il y a déjà bien longtemps les ancêtres de nos actuels spéculateurs. Et de fait, dans les tout premiers jours qui ont suivi le déclenchement de la guerre, les cours des principales Bourses mondiales se sont envolés. Ainsi, à la Bourse de Paris, dans un environnement qualifié jusqu'alors de morose, l'indice est monté de 3,43 % dans la seule journée du vendredi 21 mars. Une belle guerre donc, pour les spéculateurs misant sur le fait que le conflit serait d'autant plus fructueux qu'il se terminerait rapidement. Et tant pis pour le sang répandu, les crânes fracassés et toutes les souffrances que peuvent occasionner les armes ultra-modernes de l'armée américaine.

Mais il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que les réalités de la guerre, et en particulier la résistance des Irakiens, fassent douter ceux pour qui le sang et les larmes sont synonymes d'argent facile. Sitôt connues les difficultés à conquérir les villes irakiennes notamment, l'envolée boursière se transforma finalement en une forte chute avec, toujours à Paris, une baisse de 5,67 % en une journée.

Décidément, comme disent les commentateurs, « les marchés sont sensibles ». Maudits Irakiens qui résistent à l'agression, compromettant les cours de la Bourse.

Matra Automobile (Romorantin - Loir-et-Cher)

CONTRE LA FERMETURE

La manifestation du 15 mars, à l'appel de l'intersyndicale, contre la fermeture de l'usine Matra de Romorantin a été un succès. Plus de 1 600 personnes sont venues exprimer leur écœurement. La fin de la production de la Renault Espace à Romorantin et l'échec prévu de l'Avantime ont en effet servi de prétexte au groupe Lagardère pour liquider les milliers d'emplois de sa branche automobile.

Les travailleurs de l'usine sont venus très nombreux, souvent accompagnés de membres de leur famille. D'anciens salariés, y compris des jeunes en CDD, étaient là aussi par solidarité. Les retrouvailles, les saluts échangés étaient autant de témoignages des liens qui unissent les uns et les autres. Sur les pancartes on pouvait lire : « *On veut du boulot à Romo* », « *Renault, créateur d'automobiles ; Lagardère, créateur de chômeurs* ». Sur le parcours, les commerçants avaient affiché leur soutien sur les vitrines.

C'est bien toute la ville qui est touchée par cette fermeture, les commerçants et sans doute aussi à terme les services publics, écoles, collèges et lycée, poste, hôpital... C'est l'ensemble d'une population qui se retrouve brutalement

mis devant la menace de la désertification et de l'isolement, avec tout ce que cela implique comme régression.

Derrière Matra, on compte près de 7 000 emplois en sous-traitance qui sont menacés. A commencer par ceux de l'usine Matra à Theillay, déjà filialisée, et de Siélor, qui fabriquait les sièges. Mais aussi les travailleuses de la Sodexho, ou encore ceux d'une entreprise de transports et d'une entreprise de nettoyage. Certains étaient présents dans la manifestation, avec leur banderole.

Le cortège comptait aussi des travailleurs de plusieurs autres entreprises de l'arrondissement, également menacés de licenciements. À Romorantin, c'est un fabricant de colliers de serrage et d'assemblage qui a licencié les intérimaires et qui emmène des

machines en Pologne, tout en promettant qu'il n'y aura « aucun licenciement ». A Selles-sur-Cher, à l'usine de céramique qui emploie 300 salariés, les services administratifs, une trentaine de personnes, seraient mutés en région parisienne et les travailleurs sont inquiets pour la survie de l'usine.

Le jour même de la manifestation, le quotidien local titrait en manchette sur la mort du PDG en ces termes : « *Jean-Luc Lagardère, patron de légende* ». Et de retracer le parcours d'un homme qui a bâti sa fortune pour une bonne part grâce aux commandes de l'État, notamment dans l'armement et l'espace. Cette réussite « *légendaire* » ne tient pas de la magie, mais du soutien sans faille de l'État à un des groupes financiers les plus importants de ce pays, soutien qui continue, même si le gouvernement Raffarin fait mine de s'émouvoir face à la décision du groupe.

600 travailleurs de Matra ont fait le déplacement et ont pris la tête d'un cortège de près de 3 000 personnes. Ces deux rassemblements à trois jours



AFP

d'intervalle donnent une idée de la force que pourrait représenter la classe ouvrière si elle entrait en lutte de manière offensive. La détermination des travailleurs, bénéficiant de

la solidarité effective de la population, il n'y a que cela qui pourra faire reculer l'État et les grands groupes capitalistes dans leurs plans de licenciements sans fin.

Seine-et-Marne

AVALANCHES DE PLANS SOCIAUX

En Seine-et-Marne, huit plans sociaux sont actuellement recensés officiellement. Ils touchent des PME, la plupart du temps filiales ou sous-traitantes de grands groupes.

Tel est le cas par exemple de La Cooper à Melun, ex-filiale d'Aventis. A la suite de ces liquidations, restructurations et délocalisations, des centaines d'emplois seront supprimés.

Les établissements Mueller, fabricant de tubes spéciaux en cuivre, à Longueville, petite ville ouvrière voisine de Provins, viennent de rajouter leur nom à cette liste. A la suite de la mise en cessation de paiement de l'entreprise en février, les 191 salariés ont été avisés, depuis, qu'ils recevraient leur lettre de licenciement à partir du 19 mars.

La liquidation de Mueller est-elle due à des difficultés financières ? Pas du tout ! Le groupe anglo-américain propriétaire des locaux a simplement jugé qu'il serait plus juteux de faire fabriquer ses tubes en Irlande. Alors, dans un premier temps, il a commencé à faire déménager les 600 tonnes constituant le stock de matières premières vers les hangars de Garonor – à l'autre bout du département – avant d'avouer son projet de fermeture.

Dans l'usine, où des ouvriers ont bien souvent consacré des dizaines d'années à s'échiner à la chaleur des fours, ça a été tout de suite le coup de colère : la luxueuse voiture du directeur a été symboliquement jetée dans une benne devant l'entrée principale, en reprèsailles au sort des ouvriers qui considèrent qu'on les a jetés à la poubelle.

C'est bien la réalité, car les salariés se retrouvent sans salaire depuis février, ignorant comment faire face aux agios et aux traites des banques pour ceux d'entre eux, et ils sont nombreux, qui avaient contracté des crédits.

Le ministre UMP de la Famille, Max Jacob, premier adjoint de la ville de Provins, s'est récemment rendu sur les lieux pour déplorer cette situation, tout comme d'ailleurs le préfet de région. Mais à part verser quelques larmes de crocodile, aucun d'entre eux n'envisage d'utiliser ses prérogatives pour faire payer le groupe Mueller.

Réunion publique de Lutte Ouvrière

NEMOURS
(Seine-et-Marne)

Samedi 12 avril
à 15 heures
Centre communal
« Les Tanneurs »

Reims-Aviation (Marne)

APRÈS LE PLAN DE LICENCIEMENTS

Comme prévu par le jugement du tribunal de commerce du 29 janvier, l'administrateur judiciaire de Reims-Aviation a procédé au plan de licenciements demandé par les deux sociétés repreneuses.

Une cinquantaine de salariés ont pu bénéficier de retraites ou de préretraites à partir de 55 ans. 27 salariés sont partis « volontairement », si tant est que ce terme convienne lorsqu'il s'agit de travailleurs ayant un couperet au-dessus de leur tête. Enfin, il y a eu 57 licenciements secs. En deux ans, l'effectif de l'entreprise est passé de 504 à 301 salariés.

C'est donc dans un climat de dégoût que les salariés sont arrivés au travail le lundi 17 mars, avec 140 de leurs camarades en moins. La nouvelle direction n'avait pourtant pas ménagé son cinéma. Dès l'entrée, chacun recevait un tee-shirt au nouveau logo de l'entreprise (Reims-Aerospace), un petit journal en couleur pour la communication interne et en prime une poignée

de main de la part du nouveau patron.

Mais, passé ces simagrées, la couleur était annoncée. Désormais, discipline et flexibilité seront les maîtres-mots de l'entreprise. Dans un document remis à tous les salariés, le directeur a fustigé les « *mauvaises habitudes* » et « *l'absentéisme exorbitant* » et appelé tout le monde à « *travailler plus* » car, a-t-il affirmé sans vergogne, « *chaque centime compte* ». Inutile de dire que lorsqu'apparut sur un écran le slogan provocateur « *ensemble avec passion* », tout le monde avait la gorge nouée. Cela n'empêcha pourtant pas le principal dirigeant de la CGT de féliciter le nouveau directeur pour s'être accroché « *à un dossier difficile* » et d'affirmer être heureux qu'il n'y ait « *plus de menteurs* » à la direction de l'entreprise !

La nouvelle direction n'a donc pas attendu pour mettre la pression. Dès la première semaine elle a demandé aux travailleurs d'effectuer des heures supplémentaires, un comble après s'être séparée du

tiers du personnel. Dans bien des services les travailleurs qui restent sont maintenant débordés. Ils ont besoin des compétences et des informations de ceux qui ne sont plus là. Bref, c'est à tout point de vue que les absents manquent cruellement.

Dans l'autre société, Reims-Aviation-Industrie, qui a repris le montage des F406 avec 42 salariés, l'ambiance est la même. Ce qui n'empêche nullement les patrons des deux sociétés de vouloir que les travailleurs de chacune d'entre elles considèrent les autres comme des « *clients* ». Après des années de travail et de lutte en commun, ils peuvent toujours espérer !

De leur côté, les licenciés ont créé un collectif pour agir auprès des collectivités locales afin d'exiger collectivement les meilleurs reclassements possibles. Lundi 24 mars, quelques licenciés sont aussi allés distribuer un tract à l'entrée de Reims-Aerospace pour dénoncer le recours aux heures supplémentaires et pour informer le personnel de la poursuite de leurs actions.

Correspondant LO

Péchiney

UN PATRON LICENCIÉ

Alors que la fermeture de l'usine de production d'aluminium Péchiney d'Auzat (Ariège) avait été annoncée en janvier dernier, la direction locale a annoncé le 19 mars qu'elle voulait arrêter les cuves d'électrolyse dans les six jours pour des raisons de sécurité.

Il est vrai que la sécurité n'était plus assurée. Les « pertes de courant » de plus en plus importantes multipliaient les risques d'électrocution : en un an il y a eu neuf électrocutions avec conséquences graves, même si aucune n'a été mortelle. Les séquelles ont été importantes : brûlures, déchirures musculaires, et autres suites des violents chocs subis. Une partie du courant des cuves passait dans les armatures de la dalle en béton : par les fissures, on voyait parfois des flammes... Les manœuvres, en particulier avec les ponts, devenaient très dangereuses. Dernièrement un pontonnier qui descendait de son pont a subi un arc entre les pieds : le muscle de son mollet a « explosé » sous la contraction et il a été gravement brûlé. Quatre travailleurs sont d'ailleurs encore en arrêt suite à des électrocutions.

Il y eut un jour 400 volts entre la dalle qui supporte les cuves et l'extérieur de l'usine. Les nouvelles chaussures, plus isolantes, fournies dernièrement n'étaient qu'une piètre protection.

En fait, depuis cinq ans, Péchiney a d'une part augmenté l'intensité du courant (pour produire plus), d'autre part supprimé des opérations d'entretien (en particulier le nettoyage des caniveaux recevant les coulures d'aluminium) et n'a fait aucun investisse-

ment, dans une usine programmée pour fermer, selon ses dires, au plus tard en 2005. Les travailleurs ont décidé, puisque la direction reconnaissait enfin la dangerosité de l'usine, de couper immédiatement le courant, sans prendre six jours de risque supplémentaires pour « sauver » l'aluminium présent dans les cuves.

Raffarin a osé féliciter la direction de Péchiney pour la qualité de ses plans sociaux : il a oublié de préciser dans quelles conditions cette direction fait travailler le personnel avant les fermetures. En quoi la direction de Péchiney est-elle moins « voyou » que celle de Metaleurop ? Sans compter que, parmi les travailleurs d'Auzat, certains venaient d'être mutés de l'usine de Marignac fermée il y a quelques mois.

Pour dénoncer cette situation, un cortège des Péchiney était en tête de la manifestation du 21 mars à Toulouse : 150 personnes (travailleurs, mais aussi femmes et retraités) pour crier leur colère. Après qu'une délégation eut été reçue en préfecture, ils sont repartis en manifestation durant deux heures, au grand dam des policiers désarçonnés par cette manifestation non programmée.

Seule une convergence de leur lutte avec les autres victimes des licenciements actuels pourra semer la crainte dans les rangs patronaux et gouvernementaux. Quant aux élus locaux qui aujourd'hui disent soutenir la lutte, on peut se demander s'ils continueront après la cantonale partielle de dimanche prochain.

Cognacs MARTELL (Groupe Pernod-Ricard) Angoulême

PROFITS ET LICENCIEMENTS

Mercredi 19 mars, les syndicalistes en grève de la faim chez Martell à Cognac mettaient fin à deux semaines de jeûne ; leur campement était démonté. La veille, une deuxième manifestation de plus d'un millier de salariés, accompagnés d'un certain nombre de syndicalistes agricoles du Modéf et de la Confédération Paysanne, avait parcouru la ville. Des débrayages de deux heures continuent contre le licenciement d'un quart du personnel.

Ce même mercredi 19, les salariés de Martell apprenaient

que le groupe Ricard avait annoncé les profits de son secteur vins et spiritueux : en hausse de 106 %, à 770 millions d'euros – de quoi enivrer les actionnaires.

Et, imperturbable, le tribunal de grande instance d'Angoulême rendait une ordonnance de référé validant le « plan de réorganisation de l'entreprise ».

« La justice est pourrie », disait un ouvrier. Et complice des exploiters capitalistes.

Grimaud Logistique Bressuire (Deux-Sèvres)

LE PATRON MET L'ENTREPRISE EN PANNE

Parmi tous les plans sociaux de ces dernières semaines figure celui qui concerne les salariés de l'entreprise Grimaud Logistique, transporteur routier dont le siège est à Bressuire, dans les Deux-Sèvres, et qui a annoncé fin janvier dernier son intention de supprimer 835 emplois sur 1184.

Comme dans tant d'autres cas, sous prétexte de difficultés financières dont les travailleurs n'ont jamais pu contrôler la réalité et l'importance, le groupe Grimaud avait déposé son bilan avant d'être racheté, en janvier 2001, par le groupe belge Ziegler. En décembre 2002, le directeur général de Ziegler annonçait à son tour que la loi sur les 35 heures en particulier rendait impossible le redressement économique de l'entreprise et qu'en conséquence il mettait la clé sous la porte. Le 5 mars dernier, le tribunal de grande instance de Bressuire prononçait la mise en liquidation judiciaire tandis que, parallèlement, l'ouverture d'une enquête pour examiner la gestion de Ziegler était évoquée et que le comité d'entreprise de Grimaud affirmait son intention de porter plainte contre la direction pour « détournement d'actifs ».

Reste qu'aujourd'hui les



salariés de Grimaud vivent dans l'incertitude, en sachant que la majorité d'entre eux risquent de se retrouver sans travail et sans revenu pendant longtemps. Si la direction du groupe Ziegler a déclaré publiquement « rechercher toutes les possibilités de reclassement, notamment au sein du groupe », des salariés de Grimaud, on sait ce que vaut parole de patron. Les propositions précises restent très insuffisantes. Elles concernent par exemple les implantations alsaciennes du groupe, dont le directeur régional a le culot de prétendre rechercher « vainement » une vingtaine de chauffeurs routiers. Au mieux, jusqu'à présent, le groupe n'a évoqué que la

reprise possible de 350 salariés. Mais, comme le déclarait un transporteur routier de Grimaud, « à quelles conditions seront-ils repris et que de sacrifices pour eux et leurs familles, alors que nous n'avons pas ménagé nos efforts dans ce secteur d'activité dont les conditions de travail, d'hygiène, de sécurité, se dégradent à la vitesse grand V ? ». Et puis que vont devenir les autres salariés ?

Les travailleurs ont fait rouler l'entreprise pendant des années et les patrons, après avoir empoché les profits, mettent aujourd'hui l'entreprise en panne. C'est révoltant.

Borgers Saint-Quentin (Aisne)

AVEC LA BÉNÉDICTION DES POUVOIRS PUBLICS

L'équipementier automobile Borgers vient de recevoir plus de deux millions d'euros d'aides de différentes collectivités publiques pour venir s'installer à Saint-Quentin dans l'Aisne.

Tout cela pour embaucher 60 salariés dans un premier temps et 70 autres d'ici à la fin 2003. Au mieux, si toutes les embauches promises deviennent effectives, chaque emploi créé aura coûté aux collectivités publiques près de 14 000 euros.

Mais les aides publiques mises à la disposition de cette entreprise ne s'arrêtent pas là : se trouvant en zone franche, elle bénéficiera en plus de différentes exonérations totales ou partielles comme celles des charges sociales, des impôts sur les sociétés, des taxes foncières... durant 5 ans.

Quant à la formation de son personnel, elle sera financée par le Conseil régional avec lequel l'entreprise a passé un accord.

Sur le bassin d'emploi de la ville, il y a un taux de chômage de 13,7 %, donc bien supérieur à la moyenne. Depuis une quinzaine d'années, de nombreux emplois industriels ont disparu. Une entreprise comme Unelec, de 1 000 personnes, a disparu. MBK, anciennement Motobécane, est passée de 3 000 salariés à 1 300. Et dans le textile de nombreuses petites entreprises ont fermé leurs portes ou réduit considérablement leur personnel. Actuellement, de 500 à 1 000 emplois sont menacés. Alors ces 60 emplois ou même les 130 promis ne pèsent pas lourd.

Du coup la satisfaction des

élus locaux à l'installation du groupe est indécente. Mais elle l'est d'autant plus lorsque l'on apprend que ces emplois ne sont que le résultat de la délocalisation d'une des entreprises du groupe installée à Persan, dans le Val-d'Oise. Cette entreprise était, selon les dires du PDG, trop vétuste et trop vulnérable du fait des risques d'inondation de l'Oise.

Le PDG, qui est catholique pratiquant, a fait bénir l'usine de Saint-Quentin comme les 21 usines du groupe mais, précise-t-il dans une interview, « ce n'est pas une assurance tout risque ».

Certes, ce PDG ne croit pas au miracle et en guise de denier du culte, il fait appel aux deniers... publics !

Issoire et Les Ancizes (Puy-de-Dôme)

QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Depuis près d'un mois, l'activité des trois usines métallurgiques (Fortech et Interforge à Issoire, et les Aciéries des Ancizes), est totalement arrêtée. Des piquets de grève importants et permanents bloquent les entrées. À l'heure où nous écrivons, la lutte de 2 000 travailleurs pour obtenir de meilleurs salaires se poursuit.



En haut, délégation de grévistes pour soutenir les inculpés au tribunal de Riom.



Les revendications de salaire

C'est le niveau très bas des salaires qui est la cause de cette grève, commencée le 27 février (voir *LO*, numéros précédents). La direction d'ADH (Aubert et Duval Holding) refuse de discuter de la situation d'ensemble des trois sites. Elle veut en parler usine par usine, ce que la CGT, fortement majoritaire, a catégoriquement refusé jusqu'ici.

Cependant la détermination des grévistes, massivement présents aux piquets de grève (une centaine de grévistes en permanence, qui se relaient nuit et jour), l'impossibilité de faire fonctionner la forge et les fours et de livrer des pièces, ont fait peu à peu évoluer la position patronale. Celle-ci est passée de 0,5 % à 2,2 % d'augmentation. Ce qui reste bien insuffisant, les grévistes revendiquant 6 % au départ, 4 % maintenant. Ce qui correspondrait à 40 euros pour tous.

Mais les 2,2 % dont parlent les patrons seraient en réalité 1,4 % sur le salaire et le reste en augmentation individuelle, donc arbitraire. Les ouvriers en lutte voudraient voir supprimer les inégalités de salaire entre les sites et être payés sur la base des salaires les plus élevés, ceux d'Issoire. En tout cas, ils trouvent inadmissible de recevoir entre 6 500 et 7 000 F pour 25 ou 30 ans d'ancienneté.

À la fin de la troisième semaine du conflit, la grève est suivie avec des nuances selon les usines. À Issoire, les équipes sont en grève complète. Aux Ancizes, ils font quatre heures et le reste du temps ils sont dans les ateliers à ne rien faire puisque l'activité des fours et de la forge est arrêtée. Mais, considérés alors comme non-grévistes, ils sont payés. Cette grève à mi-temps s'explique par les difficultés dues à de petites paies, à peine 6 500 F pour 25 ou 30 ans d'ancienneté.

La direction parle maintenant de 30 euros – au lieu de 29 la semaine d'avant – pour les moins bien payés, ce qui concernerait 400 ouvriers aux Ancizes et près d'une centaine à Issoire. Offrir un euro de plus pour une semaine de grève supplémentaire a été vu comme une insulte. La réponse des grévistes a été d'aller occuper par surprise le siège social de La Pardieu à Clermont-Ferrand. Une centaine d'entre eux provenant des trois usines sont venus soutenir

la dizaine de militants qui ont passé une journée et une nuit dans les bureaux, en y retenant un directeur quelques heures.

Un patronat de choc

Après ce coup de semonce, la direction a réagi en portant plainte contre sept des occupants. Puis, vendredi 21 mars, elle a accepté une entrevue de conciliation à la sous-préfecture de Riom. La réunion, en présence de la sous-préfète, fut houleuse. Le PDG, présent pour la première fois, s'en prit vertement aux élus : des maires des communes voisines des Ancizes invités à cette réunion. Il menaçait de supprimer des emplois, disant que ses clients, Airbus notamment, allaient se tourner vers d'autres fournisseurs. Il reprocha à la préfecture et aux tribunaux d'avoir refusé par deux fois d'accéder à sa demande : faire évacuer les piquets de grève par la force. Avec le motif habituel : « atteinte à la liberté du travail » !

Et le comble c'est que, pendant cette réunion, sont arrivées une trentaine de lettres recommandées au domicile des grévistes : il s'agit de « convocations à un entretien préalable pour faute lourde » (en fait, la participation aux piquets de grève), et donc d'une procédure de licenciement qui concerne près d'une vingtaine de travailleurs des Ancizes et une demi-douzaine dans chacune des usines d'Issoire. Parmi eux, il y a des délégués, mais aussi des travailleurs du rang non protégés, pris arbitrairement ou mal vus d'une certaine maîtrise.

Une grève populaire

Aux Ancizes la direction, continuant ses manœuvres, convoquait les non-grévistes, en fait la maîtrise et des non-grévistes influencés par la CGC et la CFDT, pour lundi matin 24 mars. C'était compter sans la réaction collective. Pour la première fois depuis le début de la grève, il y eut un appel à la population à venir

soutenir les ouvriers qui entamaient leur quatrième semaine de grève.

Aux Ancizes, lundi 24 mars, dès 7 heures du matin, des centaines de voitures convergèrent vers l'usine : familles, voisins, mais aussi petits commerçants et des maires avec leur écharpe tricolore et quelques conseillers généraux et régionaux. En effet tous sont concernés. Dans les petites communes avoisinantes vivent des dizaines d'ouvriers, souvent ouvriers-paysans. Ce sont eux qui font vivre les boutiques et les cafés.

C'est devant 500 personnes venues par solidarité que les responsables du syndicat CGT prirent la parole. Cette présence constituait un encouragement considérable pour les grévistes, bien plus nombreux à faire face aux non-grévistes encadrés par la direction et regroupés à l'autre extrémité du vaste parking. L'effet d'intimidation échouait.

Les jours précédents, les gestes de soutien n'avaient d'ailleurs pas manqué. C'est le boulanger qui apporte gratuitement pain et croissants aux piquets de grève. Ce sont des commerçants qui cèdent avec des rabais importants des produits alimentaires et des boissons. Des cafetiers offrent volontiers la tournée à leur comptoir.

Lundi matin 24 mars, la direction acceptait une réunion de conciliation en laissant entendre qu'elle pouvait retirer ses demandes de licenciement. Elle abandonne également sa procédure de plainte contre sept travailleurs accusés d'avoir envahi le siège social.

Du coup, le moral est revenu parmi les ouvriers, qui ont voté à main levée la poursuite de leur mouvement.

À l'heure où nous écrivons, bien que la situation puisse évoluer d'un jour à l'autre, la grève continue.

France Télécom

Alors que, d'un côté, les médias affichent les « mauvais » résultats de France Télécom, dus à des dépenses et des opérations en Bourse dont les salariés ne sont pas responsables, de l'autre côté on a un exemple de la manière dont la direction de France Télécom s'y prend pour tirer les « meilleurs résultats » sur le dos de ses salariés.

Ainsi à France Télécom Paris, au 10-14, nos « résultats » de ventes sont affichés au vu de tous. Ce système d'affichage s'est généralisé petit à petit : une chef l'a commencé en inscrivant les primes de

les en fonction des ventes effectuées – et, devant le peu de réactions, d'autres chefs ont repris le principe.

Aujourd'hui, toutes les statistiques sont scotchées à tous les murs du plateau : pour chaque agent, on peut lire, en plus de ses ventes, le nombre d'appels pris, le nombre de présences et en déduire le nombre de « pauses » – il s'agit en réalité aussi bien de moments de travail différé, où on ne prend pas directement d'appels pour pouvoir constituer les dossiers des abonnés, que de pauses effectives ou de sorties en heures

d'information syndicale ou même « managériale ».

L'affichage se présente d'abord sous la forme d'un classement des 250 agents, du premier en chiffre d'affaires au dernier, puis d'un graphique qui positionne chaque salarié selon la moyenne de ses ventes et du nombre d'appels. Et là, il y a des couleurs. Pour bien culpabiliser les « mauvais éléments » qui seraient en dessous des deux moyennes, nos chefs nous entourent en rouge ! Et pour ceux qui n'iraient pas consulter le tableau, il est de toute façon remis à chacun son bulletin de notes mensuel avec

les commentaires du chef. Ainsi peut-on lire le très original : « *Peut mieux faire* »... À quand le bonnet d'âne ?

Pour continuer dans le registre de la confidentialité, ces mêmes gradés se sont mis, depuis plusieurs semaines semble-t-il, à enregistrer nos conversations avec les clients, sans forcément nous en avertir, afin de sélectionner les meilleures « stratégies commerciales ». Et ils se servent des morceaux de choix pour dispenser une formation aux nouveaux venus dans le service ou aux « mauvais » vendeurs détectés grâce au rouge.

Ce système a beaucoup intéressé Thierry Breton, le nouveau PDG de France Télécom, lors de ses tournées d'inspection dans notre service. On l'a vu ainsi demander à chacun où il se positionnait, s'il était au-dessus de la moyenne, etc.

Le positionnement des dirigeants de France Télécom est, quant à lui, parfaitement clair : pour réaliser le plus de chiffre d'affaires possible, tous les moyens sont bons, fichage, flicage et menace de suppression de milliers de postes.

AU 10-14, ON VOUS ÉCOUTE..

Crédit Agricole + Crédit Lyonnais

Banque de France (Paris)

Contre les suppressions d'emplois

ADDITION DE BANQUES ET RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS



L'ACTION CONTINUE

Pour acheter en Bourse le Crédit Lyonnais, le Crédit Agricole devait en passer par un certain nombre d'autorisations. Il a obtenu celle du CECEI (Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) le 13 mars, et l'opération est donc en route, avec toutes les conséquences qui peuvent être préoccupantes pour le personnel.

Dans les années 1990, le « trou » du Crédit Lyonnais a défrayé la chronique. Distribués des sommes colossales aux capitalistes de tout poil, spéculant sur tous les marchés et notamment l'immobilier, la banque alors nationalisée s'est retrouvée en état de quasi-faillite.

L'état-major de la banque, les dirigeants du Trésor et de la Banque de France, les gouvernements – de gauche comme de droite – qui avaient géré le CL ou couvert ses pratiques, s'en sont tirés sans problème.

Par contre l'addition, de plusieurs dizaines de milliards de francs, a été présentée aux contribuables.

Quant au personnel du CL, il a payé lui aussi. Avec la nouvelle direction, et Peyrelevede à sa tête, 10 000 emplois ont été supprimés (le quart de l'effectif) en dix ans, à coups de plans dits « sociaux ». Elle a en outre utilisé la loi de Robien, avec à la clé des réductions d'horaires, mais aussi de salaire, pour 7 000 salariés, et pour elle des réductions de cotisations sociales !

Le CL est ainsi devenu de plus en plus rentable. Il a été privatisé par Jospin en 1999. Un « noyau dur » (le GAP) de gros actionnaires a été mis en place. Le Crédit Agricole en détenait la plus grosse part. Le gouvernement d'alors misait sur un futur « rapprochement » du CA et du CL.

Fin novembre 2002, le gouvernement Raffarin a vendu aux enchères les 10,9 % du capital du CL encore détenus par l'État. C'est BNP Paribas qui a raflé la mise, en déboursant pas moins de 2,2 milliards d'euros. Une semaine plus tard, suite à des achats d'actions CL en Bourse, BNP

Paribas détenait plus de 16 % du capital.

Le Crédit Agricole annonçait ensuite qu'il comptait racheter l'intégralité du CL, et lancer en Bourse une OPA-OPE (Offre Publique d'Achat - Offre Publique d'Echange).

Dans le personnel, les réactions étaient diverses. Beaucoup de salariés trouvaient fort choquant qu'une banque de la taille du CL puisse être ainsi achetée en un rien de temps par une autre, et le personnel avec. Mais le sentiment que l'achat par le CA serait « moins pire » que l'achat par BNP Paribas prédominait.

Et ce d'autant que les dirigeants du CA et du CL se voulaient rassurants, insistant beaucoup sur les « complémentarités » des deux banques.

Mais dans le même temps les mêmes dirigeants annonçaient conjointement 4 500 suppressions d'emplois, principalement dans le secteur qui traite la clientèle des grandes entreprises, et surtout à l'international.

Pour pouvoir lancer en Bourse l'OPA-OPE, le CA devait au préalable obtenir un certain nombre d'autorisations, notamment celle du CECEI. Le CECEI regroupe, sous l'égide du gouverneur de la Banque de France, des hauts fonctionnaires, des banquiers... et même un représentant du gouvernement monégasque. Chargé en principe de faire respecter la concurrence, cet organisme a posé ses conditions en même temps qu'il donnait, le 13 mars, son feu vert au lancement de l'opération d'achat. Considérant que le nouvel ensemble bancaire ainsi constitué détiendrait, dans certaines zones du pays, une part de marché trop importante à ses yeux, le CECEI a demandé la vente, dans un délai d'un an, de 85 agences.

Cela signifie plusieurs centaines d'emplois dont le sort est menacé, en agences (pour 300 environ) et dans les centres de traitement (80).

La direction du CL s'est engagée à ce qu'aucun salarié ne soit transféré – dans une banque acheteuse de l'agence – contre son gré. Elle écrit que « un reclassement dans une autre agence du CL ou, le cas échéant, dans une

agence du CA, pourra être envisagé ».

Mais nous avons appris à nous méfier des promesses de la direction.

En réalité, l'immensité des sommes mises en jeu pour cet achat par le CA et aussi le montant des bénéfices annoncés par le CL montrent que, à l'évidence, les banquiers disposent largement de quoi assurer tous les emplois.

Mais on sait aussi que, dans les banques comme ailleurs, l'heure est à la recherche effrénée de profit. Les banquiers veulent toujours plus de productivité, les effectifs sont insuffisants, les salaires sont à la traîne, les conditions de travail s'aggravent et les banquiers encaissent.

Alors, le personnel devra être vigilant et se préparer à réagir collectivement, car il est sûr que les banquiers nous préparent de mauvais coups.

Correspondant LO

La Poste (Paris 14^e)

MANQUE DE PERSONNEL, DÉGRADATION DU SERVICE

À la poste du 14^e arrondissement de Paris, pendant la semaine du 17 au 22 mars, ce sont jusqu'à 16 tournées de distribution du courrier qui n'ont pas été assurées normalement certains matins, sur un total de 140 tournées pour desservir 140 000 habitants.

Depuis quelques années, la direction trouve « normale » une situation avec 4 ou 5 tournées par jour « à découvert ». Mais là, cela a été le bouquet.

Un peu partout, des chariots et caissettes pleins de courrier s'accumulent. Le manque d'embauches a rendu la situation catastrophique.

Un samedi matin, nous avons même pu voir deux usagers accroupis au milieu de milliers de lettres, en train de fouiller pour essayer d'en trouver une contenant des billets pour un match de foot ayant lieu le soir même.

Les facteurs qui partent en congé ou tombent malades ne

sont pas remplacés. Plutôt que d'embaucher, la direction essaye de proposer aux autres facteurs présents quelques heures supplémentaires, pour sortir en plus de leur tournée celle du collègue absent, afin qu'un peu de courrier soit distribué et que les usagers ne s'en aperçoivent pas trop. Ou bien elle oblige les facteurs remplaçants à tourner, un jour sur une tournée, un jour sur une autre... laissant celle de la veille « à découvert ».

Dans tous les cas, revenu de congés ou de maladie, on retrouve sa tournée non faite et enfoncée par un flot de courrier accumulé depuis un, deux voire trois jours. Des congés par ailleurs que la direction locale peine à nous accorder et qui, à force d'être refusés, s'accumulent par centaines.

Mardi 18 mars, à une soixantaine de facteurs nous sommes allés porter, chez le chef de centre, une pétition de

la CGT signée par la quasi-totalité des agents présents, pour exiger des embauches et dénoncer l'incurie de la direction locale qui prétend avoir du mal à trouver du personnel à embaucher !

Aussi quand, le vendredi 21 mars à 6 h 30, une dizaine de hauts cadres de La Poste, dont le directeur du courrier de Paris Sud-Ouest, sont venus avec une adjointe de la Mairie de Paris visiter le centre, ils ont eu droit à une surprise.

Le ras-le-bol s'est exprimé : nous avons arrêté le tri, nous nous sommes rassemblés et c'est sous un concert de billots, de caissettes, de sifflets et de huées que ces visiteurs, soudainement « poursuivis » par une manifestation de plusieurs dizaines de facteurs, ont dû quitter précipitamment le centre et interrompre leur petite excursion touristique...

Correspondant LO

Direction Départementale de l'Équipement – Grenoble

GRÈVE CONTRE LES SANCTIONS

Vendredi 21 mars, les agents d'exploitation qui travaillent à l'entretien des VRU (voies rapides urbaines) autour de l'agglomération grenobloise étaient en grève. Ils étaient venus à une quinzaine protester contre les sanctions infligées à trois d'entre eux par le directeur départemental.

Ce directeur, en place depuis un an, s'est tout de suite distingué par ses nombreuses notes de menace et de sanctions envers le personnel de

de la Métro (Communauté de communes de l'agglomération grenobloise). Les agents ont dérangé la petite fête pour dénoncer la privatisation d'une partie de leur travail, privatisation qui s'est faite avec la complicité des élus de gauche de la Métro.

Plus de quatre mois après, en février de cette année, trois agents des VRU recevaient des lettres de sanction pour avoir utilisé les fourgons de service dans cette manifestation. La direction prétendait s'appuyer sur le témoignage d'un chef de service, pourtant bien incapable de voir les fourgons de là

mènent avec leurs collègues, depuis deux ans, une bagarre pour refuser la nouvelle indemnisation des heures supplémentaires mise en place par Gayssot quand il était ministre de l'Équipement. Il s'agit de remplacer le paiement des heures supplémentaires par une prime appelée ISH (indemnité de sujétion horaire) où les heures sont payées au rabais, par exemple 10 % pour les premières heures supplémentaires et celles du samedi, 20 % pour celles du dimanche, 30 % pour les heures de nuit et 50 % pour les jours fériés. De plus, rien n'est garanti pour l'augmenta-



Lors d'un précédent mouvement en 2001.

petites catégories et des militants CGT. Une de ses préoccupations favorites est de faire la chasse à tous ceux qui utiliseraient des véhicules de service pour manifester, voire simplement pour se rendre à une assemblée syndicale.

Bien que cela soit en principe interdit, manifester avec les camions, fourgons et autres véhicules de service a toujours été une tradition à l'Équipement, en Isère comme dans bien d'autres départements. Les agents ne font là qu'utiliser leurs propres outils de travail. Ainsi lors de la grève de décembre 2001 contre l'application de l'ARTT, qui avait duré dix-sept jours avec des actions assez dures de blocage sur les routes, les agents avaient réquisitionné une centaine de camions et chasse-neige, qu'ils avaient stationnés sur un parking de la DDE en cachant soigneusement les clés et en dégonflant les pneus.

En septembre dernier, les agents des VRU s'étaient rendus avec trois fourgons de service vers 17 heures pour manifester à l'inauguration d'une passerelle où se pressait tout le gratin des élus, du préfet au député socialiste Didier Migaud, également président

où il se trouvait le jour de l'inauguration. Parmi les trois sanctionnés, un était en maladie, l'autre ne travaillait pas cette après-midi-là. Les deux sont venus à la manifestation avec leur véhicule personnel. Quant au troisième, il n'est pas venu du tout manifester !

Dans un premier temps, les agents ont tous signé une pétition pour soutenir leurs collègues, pendant qu'une plainte était déposée contre le chef de service qui a fait un faux témoignage. Mais, malgré cela et les nombreux témoignages qui contredisaient ses affirmations mensongères, la direction a tenu à maintenir ses sanctions, même si elle les a transformées en de simples avertissements.

Elle a même trouvé un nouveau témoin qui aurait reconnu l'agent qui n'a pas participé à la manifestation : le directeur adjoint en personne. Un monsieur que l'agent, lui, ne connaît ni de nom ni de visage !

Personne n'est dupe. Par ces sanctions, le directeur veut aussi faire pression sur les agents pour imposer une nouvelle organisation du travail. Sur les trois sanctionnés, deux sont des militants CGT qui

tion annuelle de cette prime qui risque fort de stagner alors que les heures supplémentaires, elles, sont indexées sur le salaire.

Le jour de la grève, le directeur a fait « réquisitionner » (sur ordre du préfet) cinq agents, sous prétexte d'assurer la sécurité des usagers. C'est la première fois que l'on voit cela en Isère. On connaissait les réquisitions pour les grèves en hiver, avec la neige. Mais avec le beau soleil qui brille en ce moment sur Grenoble, ces « maintiens dans l'emploi » avaient tout l'air d'une atteinte au droit de grève. Les agents sanctionnés ont déposé un recours au tribunal administratif contre les sanctions.

Comme le faisait remarquer un tract de la CGT, les agents ont utilisé trois fourgons après leur travail en s'arrêtant sur le chemin du retour pour manifester à l'inauguration de la passerelle. Ils n'ont pas fait plus que les nombreux chefs de la DDE qui étaient venus ce jour-là, chacun avec leur véhicule de service, pour trinquer en l'honneur d'une passerelle, avec élus, préfet, etc.

Correspondant LO

Marseille

DES ESPACES DE JEUX POUR LES ENFANTS !

A Marseille, les parents des enfants des quartiers concernés par la vaste opération immobilière, « Euroméditerranée » essaient d'obtenir des jardins et des espaces de jeux pour les enfants. Mercredi 19 mars, dans l'après-midi, lassés de n'obtenir aucune réponse des officiels, une centaine de parents avec leurs enfants ont transformé la place de la Joliette en terrain de jeux.

Les petits étaient enthousiastes. La place de la Joliette est surtout remarquable par sa surface bétonnée, son absence de bancs et une sorte de pont couleur cuivre, œuvre artistique et symbolique, nous dit-on. Les enfants l'ont utilisé comme toboggan. Les parents étaient venus avec des vélos, une petite balançoire, ce que chacun avait comme équipement, qui a été mis à la disposition des petits.

Les enfants de la place, ceux qui, jouant au foot, tirent habituellement sur les buts représentés par le guichet de la caisse d'épargne, et se débrouillent entre les voitures pour réaliser leurs passes, comme ceux, plus petits, amenés par leurs parents, grossissent la troupe.

Pendant que les enfants s'activaient et dévoraient quelques biscuits, les femmes du collectif distribuaient des tracts, affichaient de grands panneaux explicatifs et faisaient signer la pétition portant le nombre de signatures à 1 300.

Cela fait plus d'un an que les parents demandent que, dans le cadre des énormes travaux du projet « Euroméditerranée », des espaces soient réservés et aménagés pour que les enfants puissent jouer. De vastes espaces sont libérés dans les quartiers concernés par la démolition de pâtés de maisons, de hangars, d'entrepôts et d'usines, rachetés par « Euroméditerranée », établissement public financé par la Ville, le Département, la Région, l'État et même l'Europe, c'est-à-dire aussi par les habitants de ces quartiers.

Mais, si Bouygues-immobilier, Thouard, Kaufmann et Broad ont trouvé là des champs d'investissement, largement aidés par les financements publics, les habitants de ces quartiers, modestes, voire pauvres, plus souvent locataires que propriétaires, ne voient monter que des immeubles de bureaux. Création de loge-

ments sociaux, de crèches, de jardins d'enfants, d'espaces de jeux, de parcs pour les personnes âgées, agrandissement des écoles, rien de tout cela n'apparaît.

Depuis un an, le collectif, appuyé sur la pétition, s'est adressé aux responsables d'« Euroméditerranée » et à la Mairie de secteur, sans obtenir autre chose que des réponses dilatoires ou de vagues promesses.

Jouant sur les mots les responsables promettaient « des espaces verts », c'est-à-dire des avenues arborées ou... la place de la Joliette et son béton agrémenté de quelques arbres. Quant aux surfaces promises elles étaient minuscules.

Les parents veulent plusieurs jardins et espaces de jeux de proximité, équipés, fermés, gardés et entretenus pour les petits et pour les sportifs en herbe.

« Euroméditerranée » couvre 311 hectares. Une circulaire ministérielle du 8 février 1973, signée à l'époque par Jacques Chirac, alors ministre de l'Agriculture, évalue les besoins de la population en espace vert à 10 % de la superficie, soit dans ce cas 30 hectares. Cette circulaire précise que ces espaces doivent être d'au moins 1 500 m² et que les boulevards ou les places bordées d'arbres n'en font pas partie.

Convaincu de l'inutilité des réunions dites de concertation, le collectif a décidé de passer à des actions plus visibles. Pour un début l'occupation de la place a été une réussite. Mais les intérêts immobiliers sont puissants et il faudra encore beaucoup d'actions pour obtenir satisfaction. Le collectif est bien décidé à se faire entendre, comme d'ailleurs les autres associations qui agissent dans ces quartiers et qui se soutiennent mutuellement.

Tchéchénie

LA FARCE SINISTRE DU RÉFÉRENDUM

Les autorités russes pavoisent : après plus de trois ans d'une seconde guerre de Tchétchénie, les électeurs tchéchènes sont censés avoir approuvé le rattachement à la Fédération de Russie de leur petite république sécessionniste. Poutine a arraché un « oui » aux Tchétchènes, exactement comme ses mercenaires le font pour les racketter en « temps normal » : en leur mettant un pistolet sur la tempe.

Ce référendum n'a, bien sûr, été qu'une sinistre farce. Poutine aurait tout aussi bien pu annoncer 100 % de « oui » (et pourquoi pas 120 %, au lieu du « modeste » chiffre de 96 % qu'il proclame). Il en avait les moyens, tous les moyens. Qu'on en juge.

Lors du recensement de la population de la Fédération effectué l'automne dernier, les autorités tchéchènes mises en place par le Kremlin (pour contrer celles, élues en 1996, qui sont indépendantistes) ont annoncé un million d'habitants, alors qu'elles en déclaraient jusque-là deux fois moins, la moitié de la population ayant fui pour échapper aux horreurs de la guerre.

Mais, en doublant le chiffre des habitants, donc des électeurs, les autorités prorusses se donnaient une confortable marge pour bourrer les urnes. Pour plus de sécurité, elles ont aussi usé d'intimidations et manœuvres en tout genre : chantage à la distribution de vivres et d'aide par les autorités aux réfugiés ayant tout perdu ; rapatriement forcé de la plupart de ceux qui se trouvaient en Ingouchie et qu'on a



établis dans des camps « sécurisés » par l'armée ; menaces de représailles collectives contre les villages qui ne voteraient pas « comme il faut ». C'est un « argument électoral » persuasif quand, nuit après nuit, des soldats russes masqués ont carte blanche

pour enlever des partisans, réels ou supposés, de l'indépendance. Systématiquement torturés, ils ne sont rendus à leur famille que contre rançon et estropiés, dans le meilleur des cas. Ou ils ne réapparaissent jamais, comme l'ont rappelé avec courage quelques

mères et épouses de disparus qui manifestaient, le jour du scrutin, dans une capitale tchéchène en ruines et occupée militairement.

Si la presse d'ici n'a guère parlé de ce référendum, ce n'est pas qu'elle aurait trop à faire à couvrir la guerre en Irak. C'est que le monde dit civilisé n'allait pas reprocher à Poutine cette mise en scène de la sale guerre qu'il mène depuis plus de trois ans à tout un peuple, alors que l'Occident se livre au même type d'opération en Irak.

Le droit des peuples, les dirigeants américains, mais aussi français et autres, le foulent aux pieds quand leurs intérêts – en fait, ceux de leurs trusts – le commandent. Et ils s'en moquent ni plus ni moins en Tchétchénie qu'en Côte-d'Ivoire, en Irak ou ailleurs.

P.L.

Centrafrique

QUAND UN DICTATEUR CHASSE L'AUTRE...

Le 16 mars dernier, le dictateur de Centrafrique Ange-Félix Patassé a finalement été évincé du pouvoir par le nouvel homme fort du régime, l'ex-chef d'état-major de l'armée, François Bozizé, avec l'aide militaire du Tchad... sous l'œil bienveillant de la France !

En Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique centrale, personne ne regrettera la dictature féroce d'Ange-Félix Patassé, qui avait ruiné le pays et qui a, aujourd'hui, trouvé refuge au Togo. Patassé a fait ses classes à l'ombre de l'empereur Bokassa, dont il fut ministre et premier chef de gouvernement. Rappelons que Bokassa, ami de Valéry Giscard d'Estaing, connu pour ses frasques et ses crimes, protégé de l'impérialisme français, fut un dictateur de sinistre mémoire.

Revenu au pouvoir après la chute de Bokassa – et une brève cure d'opposition –, Patassé avait fini par se faire « élire » en 1993, puis « réélire » en 1999 afin d'acquiescer une « certaine respectabilité », comme on dit dans les milieux diplomatiques. Mais en quelques décennies, ce fidèle allié de la France avait réussi à mettre le pays en coupe réglée, laissant les mains libres aux multinationales étrangères pour en piller les ressources naturelles, du moment que lui et son clan pouvaient en bénéficier au passage.

Plusieurs fois menacé par des rébellions militaires ou des révoltes populaires, son régime fut toujours sauvé in extremis par l'armée française qui pendant des années avait des bases militai-

res à Bangui, puis, lorsque celles-ci furent fermées, par l'armée libyenne. Récemment, Patassé avait fait appel aux rebelles congolais de Jean-Pierre Bemba, un seigneur de guerre qui s'est taillé un fief dans l'est du Congo-Kinshasa, pour le soutenir. Bemba en avait profité pour faire régner la terreur en Centrafrique.

Mais aujourd'hui, le dictateur de Bangui a été « victime » de ce que l'on appelle un renversement d'alliances régionales ! Profitant d'un séjour de Patassé à l'étranger, le général Bozizé a donc pris le pouvoir, appuyé par l'armée tchadienne qui a dépêché sur les lieux plus de quatre cents hommes pour faire régner l'ordre dans la capitale et mettre au pas la population. Prétendant le soutien matériel et financier à la force de paix de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac), forte de sept cents hommes, la France en a profité pour reprendre pied dans le pays en envoyant une centaine de parachutistes, quatre ans après y avoir fermé ses bases militaires.

Ainsi, en Centrafrique comme en Côte-d'Ivoire, le gouvernement Chirac-Raffarin ne s'est pas embarrassé d'un mandat de l'Onu pour intervenir dans son pré carré. D'aucuns pensent que le Tchad a installé un régime ami à Bangui, sous l'œil bienveillant de la France, pour garantir ses champs pétrolifères proches de la frontière centrafricaine, dont l'exploitation devrait démarrer dans les prochains mois.

Entre une hypothèse et la réalité, il n'y a souvent qu'un pas !

René CYRILLE

Nigeria

Après avoir pillé et pollué, LES TRUSTS PÉTROLIERS FERMENT LEURS SITES

En quelques jours, la plupart des compagnies pétrolières opérant au Nigeria, premier producteur de pétrole en Afrique et sixième producteur mondial, ont annoncé la fermeture de leurs sites de production dans la région du delta du Niger. Ces fermetures décidées par l'anglo-néerlandais Dutch-Shell, l'américain Chevron-Texaco et le français TotalFinaElf devraient entraîner une réduction de 40 % de la production nationale de pétrole. Elles auront donc de graves conséquences pour ce pays qui tire de l'or noir 96 % de ses recettes à l'exportation.

Les compagnies justifient leur décision par le climat de violence qui règne dans cette région. Depuis quelque temps, le delta du Niger est effectivement le théâtre de violents affrontements entre les milices privées des compagnies et l'armée d'une part, et les combattants Ijaws – ethnie majoritaire dans la région – d'autre part. Les combats ont déjà fait des dizaines de morts dans les deux camps.

Les Ijaws prennent pour cible les installations pétrolières afin de faire valoir leurs droits ; ils réclament des compensations financières pour les dommages que les compagnies ont infligés à leur environnement. Depuis des décen-

nies que les trusts pétroliers se sont installés, ils ne se sont pas contentés de piller les ressources de la région, ils l'ont aussi gravement polluée, et plus particulièrement les zones marécageuses du delta, où la pêche constitue la principale activité des populations locales. Et la colère des Ijaws est renforcée par les exactions que perpétuent les forces gouvernementales dans leurs villages.

Ce n'est pas la première fois que les populations laissées pour compte du delta se révoltent et qu'elles se heurtent à une féroce répression. En 1995, l'écrivain Ken Saro-Wiwa, du Mouvement pour la survie du peuple ogoni, fut jugé et pendu par le régime du général Abacha. Ces rébellions ont d'ailleurs obligé les trusts pétroliers à faire quelques gestes, soit pour limiter les dégâts faits à l'environnement, soit pour aider au développement local.

Il n'en demeure pas moins que les énormes dividendes du pétrole profitent surtout aux actionnaires des grandes compagnies, ainsi qu'aux cadres du régime et de l'armée, tandis que les populations restent cantonnées dans la misère et le sous-développement.

R.M.